

Date de dépôt : 5 juin 2018

Rapport

de la Commission des transports chargée d'étudier :

- a) PL 12329-A** **Projet de loi du Conseil d'Etat approuvant les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017**
- b) PL 12330-A** **Projet de loi du Conseil d'Etat approuvant le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017**

Rapport de M. François Lance

Mesdames et
Messieurs les députés,

La commission des transports a examiné les PL 12329 et 12330 sous la présidence de M. Pierre Vanek lors de la séance du 22 mai 2018.

La commission a bénéficié de la présence de M. David Favre, directeur général des transports (DGT), et de M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs (DGT).

Que ces personnes soient remerciées du soutien apporté au travail de la commission.

Le procès-verbal a été tenu par M. Vincent Moret que je remercie pour la qualité de son travail.

Séance du 22 mai 2018

M. Favre précise que les TPG, comme tous les établissements publics autonomes, doivent fournir chaque année leurs comptes et leur rapport de gestion. Cela fait l'objet, de la part du département, de deux projets de lois qui entérinent le rapport de gestion et les états financiers, soit les PL 12330 et 12329. A côté de cela et pour des questions de calendrier, les commissaires doivent se prononcer sur le budget 2018 des TPG. Ce dernier fait l'objet du RD 1219 du Conseil d'Etat.

Lors de la précédente fin de députation, les députés avaient entériné l'avenant au contrat de prestations des TPG pour l'année 2019 ; cela avant de réaliser un nouveau contrat de prestations avec les TPG et les Mouettes genevoises, qui se déploiera sur la période 2020-2024. Les députés de l'ancienne législature ont ainsi validé à l'unanimité le projet de loi de ratification de l'avenant au contrat de prestations.

Audition des TPG (M^{me} Anne Hornung-Soukup, présidente du CA, M. Denis Berdoz, directeur général et M^{me} Sophie Heurtault Malherbe, directrice finances et gestion

M^{me} Hornung-Soukup rappelle qu'une votation sur une baisse des tarifs TPG a eu lieu en 2014. Depuis lors, beaucoup d'économies ont été effectuées. La période 2014-2017 a été difficile et frustrante pour les TPG, car il a fallu diminuer les prestations. En 2017, une loi leur donnant des fonds supplémentaires a été votée par le Grand Conseil. Elle remercie les députés qui ont voté la loi 12128, car cela fait plaisir de pouvoir rajouter des prestations. Ils ont également travaillé le projet stratégique CAP 2030 qui concerne directement leur vision de l'avenir des TPG. C'était difficile d'avoir un projet présentant une vision sur les dix prochaines années sans savoir exactement quels seront les financements futurs. Elle remercie encore une fois le Grand Conseil pour cet effort accordé aux TPG.

M. Berdoz annonce qu'ils ont prévu deux présentations, une pour les comptes 2017 et une pour le budget 2018. Le budget 2018 sera présenté dans un premier temps.

M^{me} Heurtault Malherbe présente tout d'abord le compte de résultat. Le budget 2018 présente une prévision de déficit de 909 000 F, ce qui est meilleur qu'en 2017 et en 2016. Cela s'explique par une augmentation plus rapide des produits que des charges. Elle présente ensuite la répartition des produits. Les principaux produits sont le droit du sillon et les revenus du transport. Les principales charges concernent les frais de personnel (58%) et les frais de fonctionnement. Le budget 2018 par rapport au budget 2017 prévoit une hausse

de 3,4% pour les produits du transport. Elle explique que les ventes d'abonnements mensuels, suite au vote de 2014, ont beaucoup chuté, car ces deniers tarifs n'ont pas été revus à la baisse. Il y a eu un report sur les abonnements annuels. La perte n'est toutefois pas couverte par le report sur les autres titres de transport. Elle présente ensuite le détail des charges d'exploitation. Les charges qui augmentent le plus sont celles de la sous-traitance qui sont liées à l'augmentation de l'offre. Elle indique ensuite que l'évolution des frais de personnel est stable, sauf en 2014. Cela est dû à une écriture comptable qui est une reprise de provision liée à un changement pour les avantages postérieurs à l'emploi. Ils ont, en effet, supprimé certains avantages pour les retraités. Elle ajoute que les frais de personnel par rapport à l'effectif moyen annualisé représentent le coût moyen d'une personne tout compris (frais de DRH, formation, etc.). Il ne faut pas prendre cela pour un salaire moyen. L'évolution des produits et des charges de 2014 à 2018 reflète une certaine stabilité. Par rapport à 2014, soit la dernière année avec les anciens tarifs, le manque à gagner n'a pas encore été rattrapé. Elle précise également que, selon les indicateurs financiers du contrat de prestations, le ratio de contribution cantonal ainsi que le taux de couverture sont sensiblement différents de la cible inscrite dans le PFP 2017. Ils sont tout de même dans la marge de 5% fixée par le contrat de prestations. Il est également possible de relever que le ratio coût-offre est de 0,130. Cela peut paraître élevé mais il faut relever que ce dernier était de 0,135 en 2006. A propos de l'évolution de l'offre, les TPG sont au-dessus du PFP (Plan financier pluriannuel). Ils ne sont pas encore au niveau de 2014, car la loi 12128 a été votée en septembre 2017. Ainsi, l'offre a été mise en œuvre en avril 2018 et une partie le sera encore progressivement jusqu'à la fin de l'exercice 2018. Concernant les investissements, elle n'a aucun commentaire particulier, car tout est conforme au contrat de prestations.

Un député (S) demande quelles sont les raisons de l'augmentation de la sous-traitance. Il demande également quel est l'intérêt de pratiquer les nouvelles offres en sous-traitance et non pas directement par les TPG.

M. Berdoz indique que l'augmentation de l'offre se fera par l'augmentation des prestations des TPG, mais également par celles de la sous-traitance. La proportion de l'un et de l'autre va rester très stable. Ils resteront également sous le seuil des 10% prévu par la loi. L'étape du 9 avril concernait intégralement les TPG. L'étape de fin août concernera deux petites lignes transfrontalières. Une des deux sera sous-traitée, car elle se fera avec des minibus, ce dont les TPG ne disposent pas dans leur flotte. En décembre, l'augmentation de l'offre se fera en grande partie par les TPG et en petite partie par la sous-traitance. Ils restent autour de 9,5% de sous-traitance.

Un député (S) demande quels ont été les sous-traitants choisis. A cette question, M. Berdoz indique qu'ils procèdent par appels d'offres. Pour chacune des lignes, ils mettent au concours et attribuent les lignes à un acteur selon différents critères.

Un député (S) demande pourquoi le résultat d'exploitation de TP Publicité SA est si bas. Il demande ensuite si les frais de personnel se montent bien à 9 millions. Il demande finalement combien de personnes travaillent chez TP Publicité SA.

M. Berdoz indique qu'une quinzaine de personnes travaillent chez TP Publicité SA. M^{me} Heurtault Malherbe explique que TP Pub paie des redevances aux TPG. Elle indique que le résultat n'est pas reversé, mais qu'il y a une redevance dans les charges d'exploitation. Cela rapporte ainsi une dizaine de millions aux TPG. C'est pour cela que le résultat final est faible.

Un député (PDC) demande quelles sont les conséquences financières sur le budget 2018 des TPG de la loi 12128, votée par une courte majorité du Grand Conseil. Il demande ensuite si les accords intervenus dernièrement entre la direction et les représentants du personnel ont déjà eu un impact sur le budget 2018. Il demande finalement si le coût des travaux du nouveau dépôt des TPG est en phase avec le budget.

M. Berdoz répond à la dernière question. Il confirme que, à ce stade, les signaux sont « au vert ». Cela signifie que ce centre sera en exploitation pour l'étape de décembre 2019. La planification est parfaitement en phase avec cet objectif. Ils prévoient de terminer les travaux pour exploiter une partie de leurs trams et trolleybus dans le délai prévu. En termes de budget et de coûts, les indicateurs sont également « au vert ». La loi leur a octroyé 310 millions et le projet est entièrement dimensionné pour respecter cela. Ils réaliseront ainsi « En Chardon » dans le coût budgété.

Concernant sa première question à propos du coût de l'offre, il a été convenu qu'il fallait remettre le volume de 2014 d'offre en termes de places par kilomètre (multiplication du nombre de kilomètres du réseau par le nombre de places de chacun des véhicules). Le coût de cette offre supplémentaire a été calculé à 9 millions de francs cette année. Il sera un peu supérieur l'année prochaine, car le volume de l'offre en 2019 sera équivalent à celui de 2014. En 2018, ils termineront l'année avec le même volume d'offre qu'en 2014.

Concernant l'accord, ils ont entamé des négociations le mois passé. Cet accord se traduit par des mesures d'organisation, des mesures de formation et du recrutement progressif sur les trois prochaines années. Cet accord est signé et valable jusqu'à la fin de l'année 2021. Ces mesures seront mises en place en partie pour les conducteurs au niveau des formations. C'est un double intérêt

pour les employés et pour l'entreprise. Ces coûts sont progressifs et seront absorbés par des mesures d'économie internes. Cela permettra de réduire l'absentéisme. Le fait de pouvoir donner cette formation et de soulager le personnel en place en engageant des conducteurs sur place et non en congé leur permettra de réduire les coûts.

Une députée (S) demande quel est le taux précis de sous-traitance des TPG actuellement. A cette question, M^{me} Heurtault Malherbe répond que le taux est de 9,5%.

Une députée (S) demande ce qu'il en est concernant le taux de sous-traitance pour le GLCT.

M. Berdoz rappelle tout d'abord ce qu'est le GLCT. C'est l'organe qui régit les transports transfrontaliers. L'offre cantonale est intégralement financée par l'Etat de Genève et les TPG ont en le monopole. Le schéma est toutefois différent pour les lignes transfrontalières (Ligne F, D, etc.). Le GLCT franco-suisse met au concours tous les sept ans l'attribution de ces lignes. Ils ont concouru récemment pour dérocher des lots et les TPG les ont tous remportés. Pour l'exploitation de ces lignes, les TPG ont été renforcés par des sous-traitants suisses et français.

Une députée (S) demande quel est le pourcentage des lignes transfrontalières exploitées en sous-traitance. A cette question, M. Berdoz indique que c'est le 100% des lignes.

Un député (UDC) demande si, dans le cadre d'« En Chardon », l'entièreté votée par le Grand Conseil est bien dans le cahier des charges de ce qui a été prévu.

M. D. Berdoz confirme qu'ils ont dû trouver des mesures d'économies. Ils ne l'ont pas fait sur le programme du bâtiment, car ce dernier sera prêt à recevoir 70 trams et 130 bus. Le programme sera ainsi intégralement respecté. Ils ont toutefois décidé d'effectuer certaines optimisations concernant, par exemple, les passerelles desservant les véhicules ou encore les poutres du bâtiment. Le même député (MCG) relève qu'ils ont parlé de formations pluridisciplinaires. Il demande s'ils favorisent les résidents genevois dans ces formations-là.

M. Berdoz indique que ces formations sont destinées au personnel des TPG. Cette formation est principalement faite pour les nouveaux employés et ils respectent la directive les obligeant à passer par l'OCE afin de trouver des résidents genevois.

Le même député (MCG) demande s'ils sont satisfaits de cette pratique.

M. Berdoz affirme qu'ils sont satisfaits, car ils ont trouvé les conducteurs adéquats jusqu'à présent. Il indique qu'il devient toutefois plus compliqué de trouver de bons candidats conducteurs. Ils attendent en effet de la part de ces derniers des compétences en conduite de véhicules lourds, mais également des compétences commerciales pour interagir avec la clientèle.

Un député (MCG) demande comment ils fonctionnent pour les chômeurs de longue durée et les chômeurs âgés. Il demande s'ils sont proactifs dans ce domaine.

M. Berdoz indique qu'ils ont des relations étroites avec l'OCE et l'Hospice général. A chaque fois qu'ils doivent ouvrir un poste, ils l'ouvrent d'abord à l'interne. S'ils ne trouvent personne, ils se tournent vers l'OCE et ensuite vers l'Hospice général. Ils n'ont aucune directive limitative concernant l'âge. Le métier de conduite est astreignant et ils remarquent que les problèmes d'absentéisme sont plus forts chez les personnes âgées.

Un député (S) demande pourquoi 100% des lignes GLCT sont sous-traitées. Il demande quel est l'intérêt de prendre ces lignes en concession s'ils finissent par les sous-traiter. Il demande quelles sont les entreprises qui exploitent ces lignes. Il demande quels sont les critères qui font que certaines lignes ordinaires sont sous-traitées. Il demande également des précisions concernant les conditions de travail chez les sous-traitants.

M. Berdoz indique qu'ils ont décidé de répondre l'appel d'offres des lignes GLCT pour des considérations économiques. Pour certaines lignes, ils décident de les sous-traiter, car cela peut concerner le matériel disponible au sein des TPG. Il explique également que, si une ligne a une durée de vie prévisionnelle limitée, ils vont plutôt passer par la sous-traitance. Concernant les conditions de travail, c'est lié au contrat avec leur employeur. Ce n'est pas la jungle, notamment car l'Office fédéral des transports a prescrit un salaire minimum. Un conducteur français aura ainsi un salaire minimum sur la partie suisse et le salaire prévu par l'employeur sur le côté français.

Présentation des comptes 2017

M^{me} Heurtault Malherbe annonce que le compte de résultat présente un déficit largement supérieur à ce qui était budgétisé. Cela s'explique principalement par une augmentation des contributions qui est liée à une augmentation de l'offre et à la non-augmentation des tarifs. Il faut également relever que les contributions des communes et des tiers sont au-dessus du budget. Les charges les plus importantes sont les charges de personnel. La répartition des produits en pour cent est stable. C'est également le cas pour les charges. Concernant la ligne « autres titres de transport » à propos de

l'évolution 2016-2017 des produits du transport, il y a un litige avec « service direct » qui verse une compensation en lien avec les abonnements demi-tarif. Ils prennent uniquement en charge le demi-tarif junior. Ils doivent ainsi prendre en charge le différentiel des recettes pour les AVS/AI. Vu que le litige sera réglé cette année, ils ont provisionné 1,1 million de francs. Concernant le détail des charges, il faut noter qu'il y a une hausse des charges de personnel liée à l'augmentation de l'offre et également aux négociations avec les partenaires sociaux. Ils ont en outre obtenu des lignes pour le GLCT qui n'étaient pas budgétisées, ce qui a engendré une augmentation des charges de sous-traitance. Ils ont également dû renforcer la ligne D. Un dépassement de 2 millions de francs concernant la récupération partielle de la TVA est intervenu en raison du décalage des investissements. Ils ont en effet récupéré moins de TVA que ce qui était planifié. Concernant l'évolution des places et voyages par kilomètre, il est notable que, malgré la baisse de l'offre, il y a une hausse de la fréquentation. Entre 2015 et 2016, ils ont changé leur méthode de comptage. Désormais, ils prennent une moyenne des comptages effectués. S'ils avaient retraité les chiffres en 2015, l'entreprise serait à près de 515 000 voyages par kilomètre. Il y a donc de toute façon une progression régulière depuis 2013.

Elle présente ensuite le bilan et attire l'attention des commissaires sur les actifs immobilisés. Les 190 millions concernent l'évolution du chantier « En Chardon ». Ce qui est notable au niveau du passif, c'est que la dette à court terme a sensiblement diminué. Il est également possible de constater que les subventions d'investissement ont augmenté, ce qui est dû à l'avancée des travaux à « En Chardon ».

Un député (Ve) ne voit pas d'éléments dans la présentation concernant la vitesse commerciale. Ces dernières sont en baisse depuis quatre ans. Il aimerait savoir ce qu'il en est des travaux sur la vitesse commerciale.

M. Berdoz dit que la vitesse commerciale fait l'objet d'un double traitement. Ils ont un groupe de travail à l'interne piloté par le département. Trois instances travaillent au sein de ce groupe (le département, les TPG et la Ville de Genève), et il est présidé par M. Favre. Ces séances ont pour but de travailler et d'identifier des mesures ayant pour but d'améliorer la vitesse commerciale. Le travail a permis de contenir cette baisse et non pas, pour l'instant, d'améliorer la vitesse commerciale.

Un député (Ve) demande à quoi ils attribuent cette baisse.

M. Berdoz explique que le nombre de « montées-descentes » joue notamment un rôle, mais que ce n'est pas un facteur prépondérant. Le nombre

de paramètres influents est important. Les mesures de circulation en site propre sont des éléments prépondérants.

Un député (Ve) demande comment cela se ressent. A cette question, M. Berdoz répond que les usagers le ressentent car ils constatent qu'il leur faut plus de temps pour se rendre d'un point A à un point B. C'est également des coûts supplémentaires, car il faut ajouter des véhicules et des conducteurs. L'offre n'est donc pas réduite, mais il faut réinjecter des véhicules et des conducteurs. L'augmentation de la vitesse commerciale améliore non seulement la qualité perçue par le client, mais également les coûts.

Un député (Ve) demande s'il est possible d'évaluer le non-respect de la disposition légale imposant une vitesse commerciale de 18 km/h.

M. Favre propose qu'ils fassent une présentation lors d'une prochaine séance de commission sur la longue liste de mesures prises et en cours pour améliorer la vitesse commerciale. C'est frustrant, car il faut contenir la détérioration afin de pouvoir améliorer les choses. Une partie des mesures prises l'année dernière n'a pas encore porté ses fruits. L'impact est progressif est de nombreuses mesures n'ont pas encore été mises en œuvre. Cet indicateur a été enlevé du contrat de prestations des TPG, car ces derniers ne sont que peu responsables de la vitesse commerciale. Les TPG dépendent essentiellement d'infrastructures que seuls le canton et les communes peuvent apporter. Zurich n'arrive pas non plus au plafond indiqué dans leur loi. Il ajoute finalement, au regard de ce qu'il a pu lire dans la presse, que la vitesse commerciale n'est pas un bon indicateur pour considérer que des lignes express sont plus rapides.

Un député (Ve) demande s'ils ont constaté des effets suite à l'introduction des arrêts sur demande.

M. Berdoz affirme que leur premier constat est que cela est très bien accepté par la population. Ils ont fait un très bon travail de communication. Ils n'ont pas vu de différence en matière de plaintes suite à cette introduction. Ils ont effectivement constaté que, pendant les heures creuses, ils gagnent du temps sur certains parcours. Ils ont prévu de procéder à certains changements d'horaires afin de raccourcir les temps de parcours pendant les heures creuses.

Un député (PDC) demande, premièrement, concernant l'allongement des amortissements des anciens trams, s'il y aura des conséquences d'ici quelques années par rapport au renouvellement de ce matériel. Il demande ensuite si les TPG envisagent des efforts en matière de communication pour inciter les Genevois à utiliser les transports publics. Il sait que des efforts ont été faits, par exemple par le biais de l'envoi des factures du service des autos. Il demande finalement s'ils ont eu des recommandations des réviseurs concernant les engagements du fonds de prévoyance des TPG.

M^{me} Heurtault Malherbe explique que les amortissements de véhicules décalés dans le temps représentent quelque chose de très marginal de l'ordre de 1 à 2 ans. Cela a un impact, mais tout a été fait de façon très raisonnable. Ce sont des ajustements très fins qui permettent de décaler les plans d'investissements, sans surcoûts pour l'exploitation.

M. Berdoz ajoute qu'il n'y a pas de bonne réponse pour gérer l'âge des véhicules. Il est souvent entendu qu'il y a trop de nouveaux véhicules. Il faut rappeler que le réseau de tram est très récent à Genève, car de nouvelles lignes ont été créées dans la dernière décennie. Concernant la communication, il annonce qu'il y a eu une réorganisation de tout le secteur et le recrutement de nouvelles personnes. Il y a un nouveau directeur du domaine marketing, vente et communication, un nouveau responsable marketing, un nouveau responsable communication ainsi qu'un nouveau porte-parole. Il rassure les députés en expliquant que seul un de ces postes est nouveau, les autres ayant été renouvelés. Ils sont entrés dans une série de campagnes importantes depuis le début de l'année. Ils vont voir toutes les entreprises de la place genevoise pour les convaincre d'offrir des avantages à leurs employés et pour offrir des moyens aux entreprises de simplifier la gestion des abonnements.

M^{me} Heurtault Malherbe indique qu'il n'y pas de recommandations particulières des réviseurs concernant les engagements du fonds de prévoyance. Il convient de relever qu'ils appliquent le règlement sur les états financiers.

Un député (UDC) relève que le Grand Conseil a voté une enveloppe de 50 millions de francs pour le remplacement de feux et autres panneaux de signalisation. Il demande ce qui revient aux TPG. Il indique en outre que de nombreux bus le dimanche en ville circulent avec quelques minutes d'avance.

M. Favre indique que les TPG ne sont aucunement impliqués dans ce financement de 50 millions. Ce budget vise à remplacer 40% des feux de signalisation, à créer une tour de contrôle pour la gestion du trafic, à améliorer l'information des usagers et de mettre en œuvre la LMCE. Il y aura forcément des impacts indirects sur les TPG, mais il ne peut pas en dire plus à ce stade. La loi accompagne progressivement le renouvellement des carrefours. Ils mettent en place des carrefours plus réactifs. A l'heure actuelle, les carrefours permettent déjà d'octroyer une priorité aux TPG. Il propose, lors de la séance sur la vitesse commerciale, de faire un bilan sur la LMCE.

Un député (S) demande ce qu'il en est de l'audit lancé pour TP Publicité SA. Il demande également des précisions sur la gestion de TP Publicité SA et son résultat d'exploitation.

M^{me} Hornoug-Soukup indique qu'ils ont découvert en février des signes d'une mauvaise gestion des créances de TP Pub. Ils font désormais un grand effort pour aller chercher l'argent qui leur est dû. Les TPG ainsi que le Conseil d'Etat ont demandé un audit. C'est quelque chose qui est en cours. Cela a amené à la démission du directeur. Il était prévu qu'un résultat faible intervienne en 2017, suite à l'investissement effectué à Lausanne. Concernant le poste à pourvoir, il est difficile de trouver un nouveau directeur. L'opérationnel de la société est toutefois assuré par le conseil d'administration.

Une députée (Ve) demande s'il y a un résultat intermédiaire en 2018 pour les objectifs environnementaux. Elle demande également pourquoi le résultat a été décevant en 2017.

M. Berdoz affirme qu'ils n'ont pas encore de bilan intermédiaire pour 2018. Cet indicateur est de leur point de vue discutable. Tel qu'il est construit aujourd'hui, il ne reflète pas vraiment la réalité des choses. Si le nombre de gens qui renoncent à leur voiture et qui prennent les TPG est augmenté, cela n'a aucun impact sur l'indicateur, alors que cela a réellement un impact sur l'environnement. Il peut confirmer que leur offre est en majorité électrique (trams, trolleybus et TOSA). Les mesures prises par les TPG en faveur de l'environnement sont nombreuses tant pour les véhicules que pour les infrastructures.

Un député (PLR) a cru comprendre que TP Publicité SA devait verser des redevances trop importantes aux TL. Il demande s'ils confirment cela. Il demande en outre si les revenus de TP Publicité SA seront grevés pendant la durée de ce contrat.

M^{me} A. Hornoug-Soukup confirme que c'est l'un des facteurs. Pour accueillir les bras ouverts TP Publicité SA à Lausanne, les entreprises de publicité existantes ont cassé les prix. Ils estiment qu'il y a toujours un potentiel commercial important à Lausanne. Elle indique que les ventes sont bonnes. Ils croient au potentiel commercial de cette société à Lausanne. Il y a clairement eu un problème de trésorerie et de contrôle de trésorerie.

Votes

Le président met aux voix le vote d'entrée en matière du PL 12329 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

L'entrée en matière est acceptée.

Deuxième débat :

Article unique – pas d’opposition, adopté

Troisième débat :

Le président met aux voix le PL 12329 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

Le PL 12329 est accepté.

Le président met aux voix le vote d’entrée en matière du PL 12330 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

L’entrée en matière est acceptée.

Deuxième débat :

Article unique – pas d’opposition, adopté

Troisième débat :

Le président met aux voix le PL 12330 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

Le PL 12330 est accepté.

Conclusion

Au vu des explications transmises en commission et au nom de la majorité unanime de la commission, nous vous incitons à accepter les deux projets de lois 12329-A et 12330-A approuvant les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l’exercice 2017 des TPG.

Projet de loi (12329-A)

approuvant les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013;
vu l'article 38, alinéa 2, de la loi sur les Transports publics genevois, du 21 novembre 1975;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014;
vu les états financiers consolidés des Transports publics genevois pour l'année 2017;
vu la décision du conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG), du 12 mars 2018,
décrète ce qui suit :

Article unique Etats financiers

¹ Les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) comprennent :

- a) un bilan;
- b) un compte de résultat;
- c) un tableau des variations des fonds propres;
- d) un tableau des flux de liquidités;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte d'exploitation, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

² Les états financiers pour l'année 2017 sont approuvés.

Projet de loi (12330-A)

approuvant le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du
4 octobre 2013;
vu l'article 38, alinéa 2, de la loi sur les Transports publics genevois, du
21 novembre 1975;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du
10 décembre 2014;
vu le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année
2017;
vu le rapport de réalisation de l'offre des Transports publics genevois (TPG)
pour l'année 2017;
vu la décision du conseil d'administration des Transports publics genevois
(TPG) du 12 mars 2018,
décrète ce qui suit :

Article unique Rapport de gestion

Le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année
2017 est approuvé.



PRESENTATION A LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU 22/05/2018

BUDGET 2018

 transports publics genevois



SOMMAIRE

- **Présentation du budget 2018**
 - Page 3
- **Synthèse et chiffres clés**
 - Page 16
- **Commentaires du budget 2018**
 - Page 24

 transports publics genevois

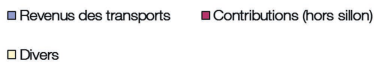
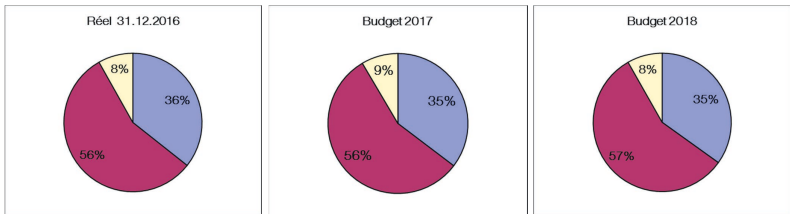
COMPTE DE RESULTAT - BUDGET 2018

En kchf	Réal 31.12.2016	Budget 2017	PFP 2018	Budget 2018	Variations		
					Budget 2018 vs Réal 2016	Budget 2018 vs Budget 2017	Budget 2018 vs PFP 2018
Revenus de transport	145'300	147'050	150'246	152'492	4.9%	3.7%	1.5%
<i>dont revenus de transport UNIRESO</i>	128'298	129'704	132'976	134'096	4.6%	3.4%	0.8%
Contribution de l'Etat de Genève	223'754	227'119	226'133	240'272	7.4%	5.8%	6.3%
<i>dont droit du sillon</i>	137'59	137'59	137'59	137'59	0.0%	0.0%	0.0%
Contribution de la Confédération	10'708	10'714	10'200	10'440	-2.5%	-2.6%	2.4%
Contribution des communes et des tiers	8'372	9'828	12'477	11'815	41.1%	20.2%	-5.3%
Produits d'exploitation divers	17'394	20'601	16'404	21'271	22.3%	3.3%	29.7%
Total Produits d'Exploitation	405'527	415'312	415'459	436'289	7.6%	5.1%	5.0%
Frais de personnel	232'138	236'839	229'589	246'155	6.0%	3.9%	7.2%
Frais de véhicules	32'382	33'157	31'388	31'570	-2.5%	-4.8%	0.6%
Frais de bâtiments et installations fixes	20'216	20'202	20'636	20'752	2.7%	2.8%	0.6%
<i>dont droit du sillon</i>	13'773	13'773	13'759	13'860	0.6%	0.6%	0.7%
Sous-traitance de transport	44'551	43'303	41'375	50'791	14.0%	17.3%	22.8%
Charges d'exploitation diverses	25'721	26'230	26'811	27'232	5.9%	3.8%	1.6%
Dotations aux amissements	42'658	45'658	47'415	45'149	5.8%	-1.1%	-4.8%
Pertes sur constats et débiteurs	3'046	2'970	3'260	2'677	-12.1%	-9.9%	-17.9%
Total Charges d'Exploitation	400'712	408'360	400'475	424'335	5.9%	3.9%	6.0%
Résultat Exploitation	4'815	6'953	14'985	11'954	148.3%	71.9%	-20.2%
Produits financiers	1'880	1'007	632	946	-49.7%	-6.1%	40.7%
Charges financières	14'594	15'140	15'870	13'809	-5.4%	-8.8%	-13.0%
Résultat financier	-12'714	-14'133	-15'238	-12'863	1.2%	-8.0%	-15.6%
Quote part des sociétés associées	282						
Résultat de l'Exercice	-7'617	-7'181	-253	-909	-88.1%	-87.3%	259.3%

stpg transports publics genevois

Page 3

REPARTITION DES PRODUITS EN %

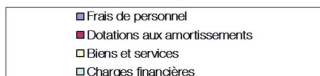
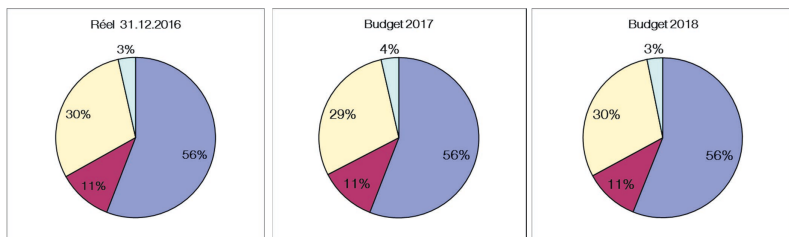


Divers: y compris contributions pour sillon.

stpg transports publics genevois

Page 4

REPARTITION DES CHARGES EN %



Biens et services: y compris droit du sillon.

 transports publics genevois

Page 5

DETAIL DES PRODUITS

 transports publics genevois

Page 6



PRODUITS DU TRANSPORT COMPTABILISES EVOLUTION 2014 - 2018

En kchf	Réel	Réel	Réel	Budget 2017	PFP 2018	Budget 2018	Variations		
	31.12.2014	31.12.2015	31.12.2016				Budget 2018 vs Réel 2016	Budget 2018 vs Budget 2017	Budget 2018 vs PFP 2018
Billets	44851	41951	44817	46248	45424	48088	7.3%	-4.0%	5.9%
dont cartes journalières	9239	8211	8137	8297	10268	8428	3.6%	1.6%	-17.9%
Abonnements annuels	45136	43924	43641	44273	45907	47927	9.8%	8.3%	4.6%
Abonnements mensuels	40475	32760	30571	30500	31486	29251	-4.3%	-4.1%	-7.1%
Abonnements hebdomadaires	331	314	291	294	327	377	29.6%	28.2%	15.3%
Autres titres de transport	12788	12670	13378	12763	13381	12961	-3.1%	1.6%	-3.1%
Rabais et Bonus	-7309	-5305	-4400	-4375	-3449	-4509	2.5%	3.1%	30.7%
Total revenus de Transports Unireso	136271	126413	128298	129704	132976	134096	4.5%	3.4%	0.8%
Revenus de Transports TPG	11517	10418	11014	10756	10255	11696	6.2%	8.7%	14.1%
Autres produits du transport (CTT, ...)	5993	5754	5988	6590	7015	6700	11.9%	1.7%	-4.5%
Total Revenus de Transports	153681	142586	145300	147050	150246	152492	4.9%	3.7%	1.5%



DETAIL DES CHARGES

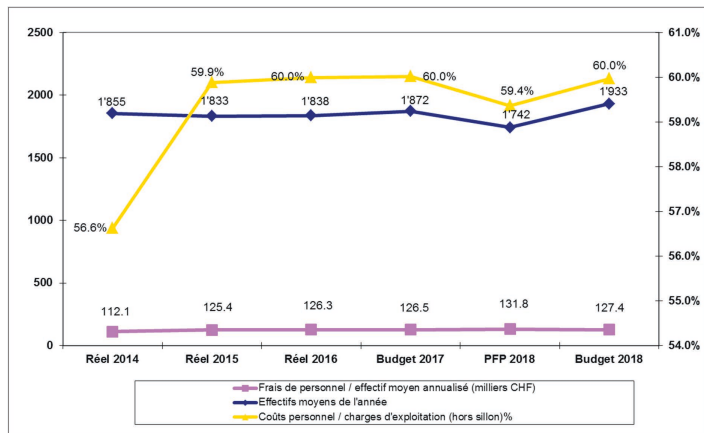
DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION

En kchf	Réel	Réel	Réel	Budget 2017	PFP 2018	Budget 2018	Variations		
	31.12.2014	31.12.2015	31.12.2016				Budget 2018 vs Réel 2016	Budget 2018 vs Budget 2017	Budget 2018 vs PFP 2018
Frais de Personnel	207'933	229'877	232'138	236'839	229'589	246'155	6.0%	3.9%	7.2%
Frais de Véhicules	34'025	33'712	32'382	33'157	31'388	31'570	-2.5%	-4.8%	0.6%
Frais de Bâtimens & Installations Fixes (dont droit du sillon)	8'431 0	20'999 14'044	20'216 13'773	20'202 13'773	20'636 13'759	20'762 13'860	2.7% 0.6%	2.8% 0.6%	0.6% 0.7%
Sous-Traitance de Transport	43'707	44'966	44'551	43'303	41'375	50'791	14.0%	17.3%	22.8%
Sous-traitance de transport	30'901	33'238	32'627	32'045	27'927	38'117	10.7%	12.7%	29.3%
Sous-traitance GLCT	12'806	11'728	11'925	11'258	13'448	14'674	23.1%	30.3%	9.1%
Charges d'Exploitation Diverses	29'330	21'713	25'721	26'230	26'811	27'232	5.9%	3.8%	1.6%
Assurances & Franchises	2'228	2'449	2'417	2'333	2'316	2'184	-9.6%	-6.4%	-5.7%
Etudes & Mandats	1'934	2'165	1'803	1'920	1'915	1'759	-2.4%	-8.4%	-8.1%
Commissions et Frais de Ventes	4'216	3'620	4'283	7'010	4'912	7'151	67.0%	2.0%	45.6%
Communication & Marketing	2'553	2'052	2'980	2'583	3'218	3'240	8.7%	25.4%	0.7%
Entretien, maintenance, locations	5'156	5'258	5'199	5'718	6'142	5'483	5.5%	-4.1%	-10.7%
Frais Administratifs	3'574	2'745	3'079	3'132	3'549	3'236	5.1%	3.3%	-8.8%
Cotisations impôts et taxes	2'445	943	3'308	517	350	369	-88.8%	-28.6%	5.4%
Autres Charges	7'223	2'480	2'653	3'017	4'409	3'809	43.6%	28.3%	-13.6%
Dotations aux amortissements	41'255	44'054	42'658	45'658	47'415	45'149	5.8%	-1.1%	-4.8%
Pertes sur constats et débiteurs	2'502	2'602	3'046	2'970	3'260	2'677	-12.1%	-9.9%	-17.9%
Total charges d'exploitation	367'183	397'923	400'712	408'360	400'475	424'335	5.9%	3.9%	6.0%

Données consolidées. 2014 retraité

Page 9

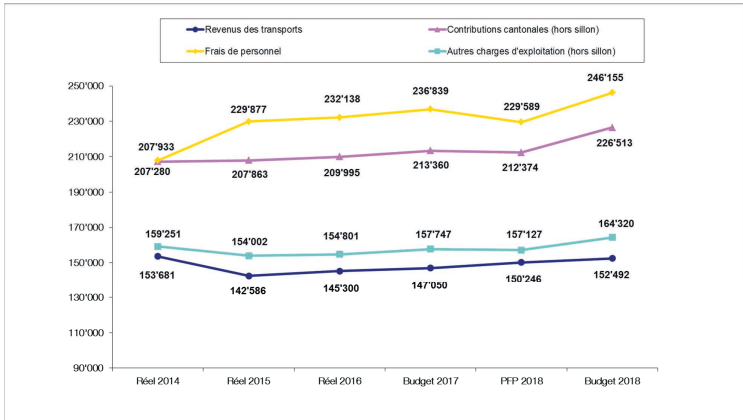
EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL 2014 - 2018



Données consolidées. 2014 retraité

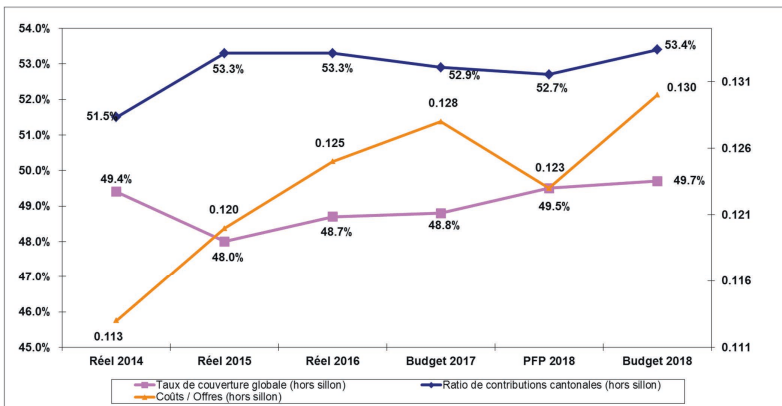
Page 10

EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES 2014 - 2018



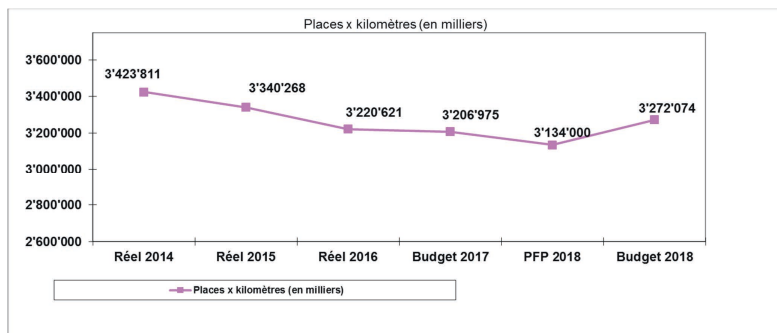
Hors subventions pour droit du sillon/coût du sillon. Données consolidées. 2014 retraité.

INDICATEURS FINANCIERS DU CONTRAT DE PRESTATIONS



Données consolidées.

EVOLUTION DES PLACES X KM 2014 -2018



Places kilomètres totales, y compris France

σtpg transports publics genevois

Page 13

SUIVI DES INVESTISSEMENTS

En CHF

Catégories IPSAS	PFP 2015-2018 (yc TOSA)	Budget 2015-2018	Ecart à fin 2018
Bâtiments	26'585'000	26'096'077	-488'923
Installations Fixes	6750'000	6'836'380	86'380
Terrains, Bâtiments & Installations Fixes	33'335'000	32'932'457	-402'543
Bureautique & Mobilier	230'000	482'027	252'027
Instal. & Matériel Informatique & Télécommunications	12'977'000	15'590'228	2'613'228
Outilsages, Machines & Installations Autres	5'222'000	3'560'126	-1'661'874
Equipements, Machines & Autres Immobilisations	18'429'000	19'632'381	1'203'381
Autobus	14'465'000	15'825'812	1'360'812
Tramways	0	510'000	510'000
Trolleybus	13'000'000	12'856'125	-143'875
Equipements Embarqués	28'500'000	30'090'693	1'590'693
Véhicules de Service	4'735'000	3'719'443	-1'015'557
Véhicules & leurs équipements	60'700'000	63'002'073	2'302'073
Systèmes d'Informations & Télécommunications	19'744'000	16'373'449	-3'370'551
Immobilisations Incorporables	19'744'000	16'373'449	-3'370'551
TOTAL investissements PFP	132'208'000	131'940'360	-267'640

σtpg transports publics genevois

Page 14

Détail de la consolidation Budget 2018

En kCHF	Budget brut 2018 des entités(*)		Impact des inter-compagnies		Budget 2018
	TPG (Suisse)	TP Publicité SA	Débit	Crédit	TPG Consolidé
REVENUS DE TRANSPORTS	152492	0	0	0	152492
CONTRIBUTIONS DE L'ETAT DE GENEVE	240272	0	0	0	240272
CONTRIBUTIONS DE LA CONFEDERATION	10'440	0	0	0	10'440
CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ET TIERS	11'815	0	0	0	11'815
PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	14'371	12'700	5'800	0	21'271
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	429'389	12'700	5'800	0	436'289
FRAIS DE PERSONNEL	244'157	1'998	0	0	246'155
FRAIS DE VEHICULES	31'544	25	0	0	31'570
FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	20'709	93	0	40	20'762
SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT	50'791	0	0	0	50'791
CHARGES D'EXPLOITATION DIVERSES	22'795	10'198	0	5'760	27'232
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	45'018	130	0	0	45'149
PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	2'627	50	0	0	2'677
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	417'641	12'494	0	5'800	424'335
RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	11'748	206	5'800	-5'800	11'954
RESULTAT FINANCIER	-12'865	2	0	0	-12'863
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-1'117	208	5'800	-5'800	-909

BUDGET 2018

COMPTE DE RESULTAT - TPG consolidé

En kchf	Réal 31.12.2016	Budget 2017	PFP 2018	Budget 2018	Variations		
					Budget 2018 vs Réal 2016	Budget 2018 vs Budget 2017	Budget 2018 vs PFP 2018
Revenus de transports	145'300	147'050	150'246	152'492	4.9%	3.7%	1.5%
<i>dont revenus de transports UNIRESO</i>	128'298	129'704	132'976	134'096	4.5%	3.4%	0.8%
Contributions de l'Etat de Genève	223'754	227'119	228'133	240'272	7.4%	5.8%	6.3%
<i>dont droit de sillon</i>	13'759	13'759	13'759	13'759	0.0%	0.0%	0.0%
Contributions de la Confédération	10'708	10'714	10'200	10'440	-2.5%	-2.6%	2.4%
Contributions des communes et des tiers	8'372	9'828	12'477	11'815	41.1%	20.2%	-5.3%
Produits d'exploitation divers	17'394	20'601	16'404	21'271	22.3%	3.3%	29.7%
Total Produits d'Exploitation	405'527	415'312	415'459	436'289	7.6%	5.1%	5.0%
Frais de personnel	232'138	236'839	229'589	246'155	6.0%	3.9%	7.2%
Frais de véhicules	32'382	33'157	31'388	31'570	-2.5%	-4.8%	0.6%
Frais de bâtiments et installations fixes	20'216	20'202	20'636	20'762	2.7%	2.8%	0.6%
<i>dont droit de sillon</i>	13'773	13'773	13'759	13'860	0.6%	0.6%	0.7%
Sous-traitance de transport	44'551	43'303	41'375	50'791	14.0%	17.3%	22.8%
Charges d'exploitation diverses	25'721	26'230	26'811	27'232	5.9%	3.8%	1.6%
Dotations aux amortissements	42'658	45'658	47'415	45'149	5.8%	-1.1%	-4.8%
Pertes sur constats et débiteurs	3'046	2'970	3'260	2'677	-12.1%	-9.9%	-17.9%
Total Charges d'Exploitation	400'712	408'360	400'475	424'335	5.9%	3.9%	6.0%
Résultat d'Exploitation	4'815	6'953	14'985	11'954	148.3%	71.9%	-20.2%
Produits financiers	1'880	1'007	632	946	-49.7%	-6.1%	49.7%
Charges financières	14'594	15'140	15'870	13'809	-5.4%	-8.6%	-13.0%
Résultat financier	-12'714	-14'133	-15'238	-12'863	1.2%	-9.0%	-15.8%
<i>Quote part des sociétés associées</i>	282						
Résultat de l'Exercice	-7'617	-7'181	-253	-909	-88.1%	-87.3%	259.1%

Budget 2018

Page 17

Détail des revenus du transport

En kchf	Réal 31.12.2016	Budget 2017	PFP 2018	Budget 2018	Variations		
					Budget 2018 vs Réal 2016	Budget 2018 vs Budget 2017	Budget 2018 vs PFP 2018
Billets	44'817	46'248	45'424	48'088	7.3%	4.0%	5.9%
<i>dont cartes journalières</i>	8'137	8'297	10'268	8'428	3.6%	1.6%	-17.9%
Abonnements annuels	43'641	44'273	45'807	47'927	9.8%	8.3%	4.6%
Abonnements mensuels	30'571	30'500	31'486	29'251	-4.3%	-4.1%	-7.1%
Abonnements hebdomadaires	291	294	327	377	29.5%	28.2%	15.2%
Autres titres de transports	13'378	12'763	13'381	12'961	-3.1%	1.6%	-3.1%
Rabais et Bonus	-4'400	-4'375	-3'449	-4'509	2.5%	3.1%	30.7%
Total revenu de Transports Unireso	128'298	129'704	132'976	134'096	4.5%	3.4%	0.8%
Revenu de Transports TPG	11'014	10'756	10'255	11'696	6.2%	8.7%	14.0%
Autres produits du transport (CTT, ...)	5'988	6'590	7'015	6'700	11.9%	1.7%	-4.5%
Total Revenu de Transports	145'300	147'050	150'246	152'492	4.9%	3.7%	1.5%

Revenus Comptabilisés - HT

Version CA du 18/12/17

Détail des charges d'exploitation

En kchf	Réel 31.12.2016	Budget 2017	PFP 2018	Budget 2018	Variations		
					Budget 2018 vs Réel 2016	Budget 2018 vs Budget 2017	Budget 2018 vs PFP 2018
Frais de Personnel	232'138	236'839	229'589	246'155	6.0%	3.9%	7.2%
Frais de Véhicules	32'382	33'157	31'388	31'570	-2.5%	-4.8%	0.6%
Frais de Bâtiments & Installations Fixes (dont droit du sillon)	20'216 13'773	20'202 13'773	20'636 13'759	20'762 13'860	2.7% 0.6%	2.8% 0.6%	0.6% 0.7%
Sous-Traitance de Transport	44'551	43'303	41'375	50'791	14.0%	17.3%	22.8%
Sous-traitance de transport	32'627	32'045	27'927	36'117	10.7%	12.7%	29.3%
Sous-traitance GLCT	11'925	11'258	13'448	14'674	23.1%	30.3%	9.1%
Charges d'Exploitation Diverses	25'721	26'230	26'811	27'232	5.9%	3.8%	1.6%
Assurances & Franchises	2'417	2'333	2'316	2'184	-9.6%	-6.4%	-5.7%
Etudes & Mandats	1'803	1'920	1'915	1'759	-2.4%	-8.4%	-8.1%
Commissions et Frais de Ventes	4'283	7'010	4'912	7'151	67.0%	2.0%	45.6%
Communication & Marketing	2'980	2'583	3'218	3'240	8.7%	25.5%	0.7%
Entretien, maintenance, locations	5'199	5'718	6'142	5'483	5.5%	-4.1%	-10.7%
Frais Administratifs	3'079	3'132	3'549	3'236	5.1%	3.3%	-8.8%
Cotisations impôts et taxes	3'308	517	350	369	-88.8%	-28.6%	5.5%
Autres Charges	2'653	3'017	4'409	3'809	43.8%	26.3%	-13.6%
Dotations aux amortissements	42'658	45'658	47'415	45'149	5.8%	-1.1%	-4.8%
Pertes sur constats et débiteurs	3'046	2'970	3'260	2'677	-12.1%	-9.9%	-17.9%
Total charges d'exploitation	400'712	408'360	400'475	424'335	5.9%	3.9%	6.0%

Budget 2018

Page 19

SOUS-TRAITANCE Article 1 al 5 LTPG - Budget 2018

TPG statutaire hors GLCT

En CHF	Budget 2018	
	Art. 1 Sous-traitance max. 10%	Art. 1 Sous-traitance hors lignes transfrontalières et provisoires max. 4%
1.2.4. SOUS-TRAITANCE D'EXPLOITATION	36'117'097	10'751'808
Total Charges TPG	416'771'329	416'771'329
Seuil du contrat de prestations en %	10%	4%
Seuil du contrat de prestations	41'677'133	16'670'853
Total annuel de la sous-traitance engagée	39'656'011	14'290'722
Lignes sous-traitées (hors provisoires et transfrontalières)	10'751'808	10'751'808
Lignes provisoires sous-traitées	22'344'153	
Lignes transfrontalières sous-traitées	3'021'137	
Travaux de réparation et de nettoyage	3'538'914	3'538'914
% de sous traitance / total des charges TPG	9.5%	3.4%
Solde de sous-traitance à disposition	2'021'121	2'380'131

Budget 2018

Page 20

Récapitulatif des investissements

En CHF

Catégories IPSAS	PPF 2015-2018 (y.c. TOSA)	Budget 2015-2018	Ecart à fin 2018
Bâtiments	26'585'000	26'096'077	-488'923
Installations Fixes	67'500'000	6'836'380	86'380
Terrains, Bâtiments & Installations Fixes	33'335'000	32'932'457	-402'543
Bureautique & Mobilier	230'000	482'027	252'027
Instal. & Matériel Informatique & Télécommunications	12'977'000	15'590'228	2'613'228
Outillages, Machines & Installations Autres	5'222'000	3'560'126	-1'661'874
Equipements, Machines & Autres Immobilisations	18'429'000	19'632'381	1'203'381
Autobus	14'465'000	15'825'812	1'360'812
Tramways	0	510'000	510'000
Trolleybus	13'000'000	12'856'125	-143'875
Equipements Embarqués	28'500'000	30'090'693	1'590'693
Véhicules de Service	4'735'000	3'719'443	-1'015'557
Véhicules & leurs équipements	60'700'000	63'002'073	2'302'073
Systèmes d'Informations & Télécommunications	19'744'000	16'373'449	-3'370'551
Immobilisations incorporelles	19'744'000	16'373'449	-3'370'551
TOTAL investissements PPF	132'208'000	131'940'360	-267'640

Budget 2018

Page 21

Indicateurs financiers du Contrat de Prestations

	Consolidé			
	Réel 31.12.2016	Budget 2017	Objectif PPF 2018	Budget 2018
Ratio de Contributions Cantonales	53.3%	52.9%	52.7%	53.4%
Taux de Couverture Globale	48.7%	48.8%	49.5%	49.7%
Coûts / Offre	0.125	0.128	0.123	0.130

Version CA du 18/12/17

Budget 2018

Page 22

COMPTE DE RESULTAT - Consolidation par entités

En KCHF	Budget brut 2018 des entités(*)		Impact des inter-compagnies		Budget 2018
	TPG (Suisse)	TP Publicité SA	Débit	Crédit	TPG Consolidé
REVENUS DE TRANSPORTS	152'492	0	0	0	152'492
CONTRIBUTIONS DE L'ETAT DE GENEVE	240'272	0	0	0	240'272
CONTRIBUTIONS DE LA CONFEDERATION	10'440	0	0	0	10'440
CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ET TIERS	11'815	0	0	0	11'815
PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	14'371	12'700	5'800	0	21'271
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	429'389	12'700	5'800	0	436'289
FRAIS DE PERSONNEL	244'157	1'998	0	0	246'155
FRAIS DE VEHICULES	31'544	25	0	0	31'570
FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	207'09	93	0	40	207'62
SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT	507'91	0	0	0	507'91
CHARGES D'EXPLOITATION DIVERSES	22'795	10'198	0	5'760	27'232
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	45'018	130	0	0	45'149
PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	2'627	50	0	0	2'677
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	417'641	12'494	0	5'800	424'335
RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	11'748	206	5'800	-5'800	11'954
RESULTAT FINANCIER	-12'865	2	0	0	-12'863
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-1'117	208	5'800	-5'800	-909

(*) Les budgets bruts sont ceux établis et approuvés par chaque entité.
Ils sont établis selon les normes du REEF avant d'être consolidés.

Budget 2018

Page 23

COMMENTAIRES DU BUDGET 2018

INTRODUCTION

Pour la dernière année du Contrat de Prestations 2015-2018, le budget présente un déficit de -0.9 MCHF, proche du Plan Financier Pluriannuel qui prévoyait un déficit de -0.3 MCHF pour 2018. Globalement, les produits d'exploitation sont supérieurs au PFP (+5.0%), en particulier grâce aux contributions cantonales et aux produits divers. Cependant, les charges d'exploitation sont également plus élevées que prévu (+6.0%), en particulier au niveau des frais de personnel et de sous-traitance. Par rapport au budget 2017 (-7.2 MCHF), le résultat net s'améliore, les produits progressant plus rapidement que les charges.

En ce qui concerne les indicateurs financiers du Contrat de Prestations, deux d'entre eux atteignent les objectifs. Le troisième, le ratio coûts/offre, n'atteint que partiellement la cible et pourrait donner lieu à des pénalités.

Le droit du sillon a été modifié selon l'avenant au Contrat de Prestations voté par le Grand Conseil le 17 décembre 2015 (L 11693) prévoyant une monétarisation du droit de sillon et d'usage pour un montant de 13.8 MCHF. Cet élément, dont l'effet sur le résultat est nul, est retraité dans les états financiers présentés.

A noter que ni le budget ni le PFP ne comportent une augmentation salariale pour compensation du renchérissement qui sera à ajouter ultérieurement selon les clauses du PFP.

Ce budget 2018 est consolidé, c'est-à-dire qu'il intègre la filiale TP Pub SA. L'impact des autres sociétés du groupe sur le résultat net est considéré comme non significatif dans le cadre budgétaire.

I. COMMENTAIRES BUDGET 2018 vs PFP 2018 CP

Le Budget 2018 consolidé affiche un résultat négatif de -0.9 MCHF alors que le résultat du PFP 2018 était de -0.3 MCHF.

Dans le détail :

A. Produits d'exploitation : +5.0% soit +20.8 MCHF.

Les produits d'exploitation sont composés des éléments suivants :

- Les revenus du transport +1.5% soit +2.2 MCHF. Globalement, les recettes sont meilleures que l'estimation initiale. En effet, les revenus Unireso sont supérieurs au PFP (+1.1 MCHF ; +0.8%) particulièrement en ce qui concerne les abonnements annuels et les billets alors que les abonnements mensuels n'atteignent pas le niveau prévu. A signaler que le budget 2018 est pénalisé par le changement de clé de répartition Unireso (93.45% dans le PFP, 92.23% dans le budget) qui induit une perte de chiffre d'affaires de -1.8 MCHF pour les TPG. A noter également que les rabais, notamment SPC, sont supérieurs à ce qui était initialement prévu dans le PFP (+1.3 MCHF).

Les revenus propres TPG sont supérieurs aux attentes (+1.4 MCHF ; +14.0%). Ce sont les titres combinés, les titres régionaux et les transports réservés qui permettent cette bonne performance.

Les revenus du contrôle des titres de transport sont inférieurs au niveau prévu dans le PFP (-0.3 MCHF ; -4.5%) mais leur niveau reste ambitieux car supérieur de 0.7 MCHF au réel 2016.

- Les contributions de l'Etat de Genève : les subventions prévues pour 2018 dans le PFP étaient de 226.1 MCHF. Dans le budget 2018, la projection est de 240.3 MCHF. L'écart provient de plusieurs éléments intégrés dans le budget : les subventions supplémentaires accordées par le Grand Conseil fin 2016 (L11919 +4 MCHF et L11968 +1 MCHF) pour financer de l'offre, l'intégration de la loi 12126 de septembre 2017 prévoyant une compensation (+9.0 MCHF) permettant le retour à l'offre 2014 exprimée en places kilomètres, la réduction de la subvention concernant les recherches de mesures d'économie (-3.7 MCHF, courrier du DETA du 2 septembre 2016), des indemnités supplémentaires pour non augmentation tarifaire en attente de confirmation (+4.3 MCHF) et le changement de la clé Unireso servant à la répartition des indemnités tarifaires entre les opérateurs (92.23% vs 93.45%). Les contributions tactés initialement prévues dans le PFP (20.6 MCHF) sont remplacées par un droit du sillon monétaire de 13.8 MCHF, selon l'avenant au Contrat de Prestations faisant suite à la monétarisation du droit de sillon et d'usage (L 11693 du 17 décembre 2015). Ce changement est intégré dans les états financiers présentés ce qui permet une

meilleure comparabilité des exercices. Une charge correspondante est comptabilisée dans les « frais d'installations fixes » ; le résultat net est donc peu affecté par ce changement. L'effet est également neutralisé dans le calcul des indicateurs financiers du contrat de prestations (ratio de contributions cantonales, ratio coûts/offre, taux de couverture).

- Les contributions de la Confédération sont légèrement plus élevées qu'au PFP (+0.2 MCHF ; +2.4%). Le budget de la contribution fédérale aux lignes régionales a été ajusté sur la base de la convention TRV actuelle (+0.3 MCHF). La rétrocession des droits sur les carburants est basée sur la provision 2016 et a été légèrement revue à la baisse (-0.1 MCHF).
- Les contributions des communes et des tiers sont au-dessous du PFP (-0.7 MCHF ; -5.3%). Les contributions des communes sont supérieures (+0.9 MCHF ; +45.7%) avec notamment les participations pour les lignes U (0.5 MCHF, communes de Versoix, Chavannes et Collex-Bossy) et B (0.5 MCHF, Chens-sur-Léman, Anières, Collonge-Bellerive, Corsier, Hermance, Jussy et Meinier) qui n'étaient pas intégrées initialement. Au niveau des subventions GLCT pour les lignes transfrontalières, le montant budgété est inférieur au plan financier (-1.5 MCHF ; -14.6%). Ces subventions libellées en euros subissent un impact de change négatif suite à la forte appréciation du franc suisse (impact de -1.2 MCHF). Le PFP était construit avec une hypothèse de taux de change de 1.24 CHF pour 1 EUR, le budget est basé sur un taux de 1.10 CHF pour 1 EUR. De plus, l'exploitation de ces lignes a été remise en appel d'offre par le GLCT en 2016 pour une durée de sept ans; le budget 2018 prend en compte l'adjudication en faveur des TPG de l'ensemble des lots.
- Les produits d'exploitation divers sont sensiblement plus élevés que le PFP de +4.9 MCHF ou +29.7%, notamment grâce à des revenus de publicité plus importants qu'initialement prévu (+3.0 MCHF ; +29.9%). Cette activité se développe sur le canton de Vaud avec l'ouverture d'un bureau à Lausanne. Le montant de main d'œuvre activable sur les projets d'investissements, principalement En-Chardon, est également supérieur au PFP (+0.4 MCHF ; +27.1%). Les renforts ponctuels sur ces projets devraient être plus nombreux.

B. Charges d'Exploitation : +6.0 % soit +23.9 MCHF.

- Les frais de personnel présentent l'écart le plus significatif : +7.2% ; +16.6 MCHF. L'offre de transport plus importante que prévu, la dégradation de la vitesse commerciale, le respect du protocole d'accord avec les

Page 27

syndicats, le taux d'absentéisme et l'ouverture d'un bureau à Lausanne pour TP Pub entraînent un effectif plus élevé (1932.6 ETP moyens, soit +190 ETP par rapport au PFP), principalement à la conduite (+127 ETP).

- Les frais de véhicules sont plus élevés de +0.6% ou +0.2 MCHF. Cette apparente stabilité tient compte d'économies réalisées dans le carburant (hypothèse de prix du gazoil de 1.30 CHF/l dans le budget contre 1.70/l CHF dans le PFP) mais aussi d'une offre plus élevée et de coûts réels supérieurs de maintenance préventive et corrective constatés en 2016 alors que le PFP prévoyait une baisse liée aux contraintes économiques.
- Les frais de bâtiments et installations fixes restent proches des attentes initiales (+0.1 MCHF ; +0.6%). Pour rappel, le droit d'utilisation des infrastructures prévu dans le PFP initial (20.6 MCHF) a été remplacé par un droit de sillonn monétaire de 13.8 MCHF, selon l'avenant au Contrat de Prestations faisant suite à la monétarisation du droit de sillonn et d'usage (L 11693 du 17 décembre 2015). Comme expliqué plus haut, ce changement modifie peu le résultat net et il est neutralisé dans le calcul des ICP. Dans la présentation des comptes de fonctionnement, le PFP a été retraité afin de faciliter les comparaisons.
- Les charges de sous-traitance sont très supérieures au CP : +22.8% soit +9.4 MCHF. Ces charges comprennent des éléments non inclus dans le PFP (+8.2 MCHF ; +29.3%) comme l'augmentation de l'offre sur la ligne 53 et la ligne W, la sous-traitance des lignes U, P, L, 49 et 63 ainsi que les services réservés. Le PFP prévoyait en outre une baisse sensible de l'offre sous-traitée en lien avec les efforts économiques demandés. Au niveau des lignes du GLCT, le budget est également supérieur au PFP (+1.2 MCHF ; +9.1%) malgré l'effet de change positif sur ces contrats fixés en euros (-1.5 MCHF). Comme pour les subventions du GLCT, le budget 2018 de sous-traitance prend en compte l'adjudication en faveur des TPG des lots 2 et 3 mis en appel d'offre en 2016 (lignes D, M et N). A signaler l'augmentation significative de l'offre sur la ligne D en lien avec l'arrêt de la ligne 4. Le lot 1 est aussi pris en compte (lignes F, Y, O et T) à offre pratiquement constante. Au global, le taux de sous-traitance reste en dessous des seuils légaux fixés par la LTPG (budget 9.5% vs limite légale de 10% et 3.4% hors lignes provisoires et transfrontalières vs limite légale de 4%).
- Les charges d'exploitation diverses sont plus élevées de +1.6% ou +0.4 MCHF ; cette augmentation est notamment due à la rubrique « commissions et frais de vente » (+2.2 MCHF ; +45.6%) qui s'explique par le développement du chiffre d'affaires de TP Pub en particulier dans le canton de Vaud. La plupart des autres rubriques de ces charges de structure sont relativement stables ou en économies. Les pénalités Stadler pour retard de livraison ont été entièrement provisionnées fin 2014 et n'apparaissent donc pas dans le budget 2018.
- Les amortissements sont inférieurs au PFP (-2.3 MCHF ; -4.8%) en raison de l'allongement des durées d'utilisation pour les tramways série O3 et O4 (+7 ans) et les autobus série 501 (+2 ans). Sur la durée du PFP, les investissements devraient rester proches de l'enveloppe initialement prévue (-0.3 MCHF ; -0.2%).

Page 28

- Les pertes sur constats sont moins élevées (-0.6 MCHF ; -17.9%), en relation avec les revenus du contrôle des titres de transport (-4.5%) et un meilleur taux de non recouvrement des constats (43% dans le PFP, 38% dans le budget).

C. **Résultat Financier** : +15.6% soit +2.4 MCHF.

Le budget est sensiblement meilleur que le PFP. Ce sont principalement les intérêts sur emprunts (-2.1 MCHF ; -15.4%) qui génèrent ce résultat favorable grâce aux taux d'intérêts actuellement très bas. A signaler également le gain réalisé sur les cart@bonus périmées qui n'était pas intégré dans le PFP (0.2 MCHF) et le taux d'intérêt sur le capital de dotation qui est de 2% dans le budget 2018 contre 2.5% dans le PFP (-0.2 MCHF).

Page 29

II. COMMENTAIRES BUDGET 2018 vs BUDGET 2017

Le Budget 2018 affiche un résultat négatif de -0.9 MCHF alors que le Budget 2017 était à -7.2 MCHF.

Dans le détail:

A. **Produits d'Exploitation** : +5.1% soit +21.0 MCHF.

Les produits d'exploitation se répartissent comme suit :

- Les revenus du transport +3.7% soit +5.4 MCHF. Cette évolution est positive sur les revenus de transport Unireso (+4.4 MCHF ; +3.4%) malgré l'évolution défavorable de la clé de répartition : 92.23% dans le budget 2018 contre 92.36% dans le budget 2017 (impact -0.2 MCHF). Le budget 2018 prend en compte le report des abonnements mensuels vers les billets observé suite à la nouvelle grille tarifaire et un effort particulier sur les abonnements annuels. A noter que les recettes Unireso demeurent inférieures à leur niveau de 2014, avant la baisse tarifaire : -2.2 MCHF. Les revenus de transport TPG sont nettement supérieurs au budget 2017 (+0.9 MCHF ; +8.7%), en particulier au niveau des titres régionaux (+0.7 MCHF). Enfin, les revenus du contrôle des titres de transport sont également en croissance (+0.1 MCHF ; +1.7%).
- Les contributions de l'Etat de Genève : pour rappel les subventions prévues dans le budget 2017 étaient de 227.1 MCHF. Dans le budget 2018, la projection est de 240.3 MCHF, soit +13.2 MCHF ou +5.8%. Cette augmentation provient de différents facteurs : le Contrat de Prestations prévoyait une baisse des subventions de -3.0 MCHF, le courrier du DETA du 2 septembre 2016 portant sur les recherches d'économies (réduction de la subvention cantonale) annonce une « coupe » de -2.0 MCHF supplémentaires pour 2018 par rapport à 2017, le Grand Conseil a accordé des subventions supplémentaires fin 2016 (L11919 +4 MCHF et L11968 +1 MCHF) et en septembre 2017 (L12128 +9.0 MCHF) pour financer l'augmentation de l'offre et des indemnités tarifaires complémentaires pour non augmentation tarifaire (+4.3 MCHF) ont été intégrées. Le changement de la clé Unireso servant à la répartition des indemnités tarifaires (92.23% vs 92.36%) est également appliqué. Les contributions pour le droit du sillon sont inchangées (13.8 MCHF) conformément à l'avenant au Contrat de Prestations 2015-2018 faisant suite à la monétarisation du droit de sillon et d'usage (L11693 du 17 décembre 2015).
- Les contributions de la Confédération sont légèrement inférieures au budget 2017, soit -0.3 MCHF ; -2.6%. Les contributions fédérales aux lignes régionales sont de 5.8 MCHF pour 2018 (idem budget 2017). C'est donc la rétrocession des droits sur les carburants qui diminue (4.6 MCHF vs 4.9 MCHF dans le budget 2017) en raison de la baisse du kilométrage sur les véhicules diesel concernés (arrêt de la ligne 4 et électrification de la ligne 23).

Page 30

- Les contributions des communes et des tiers progressent nettement (+2.0 MCHF ; +20.2%). Les subventions du GLCT pour les lignes transfrontalières (9.0 MCHF) augmentent de +2.0 MCHF ou +27.6%. L'exploitation de ces lignes a été remise en appel d'offre en 2016 par le GLCT pour sept années. Le budget 2018 prend en compte l'adjudication de l'ensemble des lots aux TPG alors que le budget 2017 ne prévoyait pas l'exploitation des lignes M et N ni la hausse de l'offre sur la ligne D. En ce qui concerne les contributions des communes, celles-ci restent constantes à 2.8 MCHF.
- Les produits d'exploitation divers sont en légère hausse (+0.7 MCHF ; +3.3%). Le budget pour les produits de publicité est de 13.0 MCHF.

B. Charges d'Exploitation : +3.9% soit +16.0 MCHF.

- Les frais de personnel évoluent à la hausse : +3.9% soit +9.3 MCHF.
Cette croissance est liée majoritairement à l'évolution des effectifs : 1'932.6 ETP moyens dans le budget 2018 vs 1'872.3 dans le budget 2017. La hausse de 58.9 ETP au niveau TPG (indépendamment des +1.4 de TP Pub) concerne tous les domaines d'activité. Le niveau de personnel de conduite sera porté à 1'162.0 ETP (vs 1'130.5 dans le budget 2017).
- Les frais de véhicules régressent de -1.6 MCHF ou -4.8%. Cette diminution tient compte de l'évolution du prix du gasoil (1.30 CHF/l dans le budget 2018 contre 1.35 CHF/l dans le budget 2017) et de l'énergie électrique de traction (-1.5 cts/KWh). Les frais de maintenance demeurent stables.
- Les frais de bâtiments et installations fixes évoluent à la hausse : +0.6 MCHF ; +2.8%. Cette tendance est attendue au niveau de l'entretien des bâtiments (+0.2 MCHF) et des équipements aux arrêts (+0.2 MCHF). L'augmentation de la TVA non récupérable sur le droit du sillon et d'usage des infrastructures génère également une charge de +0.1 MCHF supplémentaire.
- Les charges de sous-traitance sont en augmentation sensible +7.5 MCHF soit +17.3%. Hors GLCT, la hausse est de +4.1 MCHF et concerne principalement l'augmentation de l'offre sur les lignes 28 (+0.4 MCHF), 53 (+0.9 MCHF) et W (+0.8 MCHF), la mise en sous-traitance des lignes P, L, 49 et 63. Au niveau des lignes transfrontalières dépendantes du GLCT, le budget 2018 est basé sur l'adjudication aux TPG de l'ensemble des lots alors que le budget 2017 était plus prudent (+3.5 MCHF). Au global, le taux de sous-traitance reste en dessous des seuils

Page 31

légaux fixés par la LTPG (budget 9.5% vs limite légale de 10% et 3.4% hors lignes provisoires et transfrontalières vs limite légale de 4%).

- Les charges d'exploitation diverses augmentent de +1.0 MCHF ou +3.8% ; cette augmentation est notamment due aux frais de communication et marketing (+0.7 MCHF) et aux frais de surveillance et sécurité (+0.6 MCHF) avec les prestations de contrôle des titres de transport sur France (+0.4 MCHF) et la surveillance nocturne des tramways (+0.2 MCHF).
- Les amortissements 2018 sont en légère diminution par rapport au budget 2017. -0.5 MCHF soit -1.1%. La mise en service des tramways Stadler (+1.2 MCHF) et des autobus TOSA (+0.5 MCHF) est compensée par la révision de la durée d'utilisation des tramways S03/S04, des trolleys S37/S38 et des autobus S501/57 (impact net de -1.9 MCHF).
- Les pertes sur constats sont un peu moins élevées (-0.3 MCHF ; -9.9%) ; le taux de non recouvrement des constats est en amélioration (38% vs 42%).

C. Résultat Financier : +9.0 % ; +1.3 MCHF.

Le résultat financier du budget 2018 est en amélioration par rapport au budget 2017. Peu d'évolution au niveau des produits (-0.1 MCHF). Concernant les charges, les intérêts sur emprunts affichent une baisse (-1.5 MCHF ; -11.5%) principalement en raison de l'activation de la totalité des intérêts liés à l'emprunt obligataire En-Chardon. En revanche, les frais de garantie sont en hausse (+0.1 MCHF, selon le niveau d'emprunts) ainsi que les frais bancaires (+0.1 MCHF).

Page 32

III. RÉCAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS (HORS EN-CHARDON) :

Le budget 2018 reprend les investissements prévus lors de la construction du Contrat de Prestations 2015–2018 et a été mis à jour en fonction des derniers éléments connus. Sur la période 2015-2018, on constate un écart minime de -0.3 MCHF. Le total des investissements devrait donc être globalement conforme aux attentes, voire légèrement inférieur.

Les véhicules TOSA qui ne figuraient pas dans le PFP initial ont fait l'objet d'une loi spécifique ultérieure : L11720 du 4/12/2015. Cet élément est intégré dans le tableau récapitulatif des investissements.

IV. INDICATEURS FINANCIERS DU CONTRAT DE PRESTATIONS :

- Le ratio de contributions cantonales est estimé à 53.4% pour un objectif du contrat de prestations de 52.7%. L'objectif n'est pas atteint mais reste dans la limite de tolérance de 5%.
- Le taux de couverture globale est de 49.7%, pour une cible à 49.5%. La cible est donc atteinte.
- Le ratio coûts / offre se situe à 0,130 CHF, soit au-dessus de la cible de 0,123 CHF. L'objectif est partiellement atteint (80% < R < 94%) et pourrait donner lieu à des pénalités.

Page 33

CONCLUSION :

L'année 2018, dernière année du contrat de prestations 2015-2018, présente un résultat négatif de -0.9 MCHF. Au niveau des produits, ce budget se caractérise par des ventes globalement supérieures au PFP malgré le changement défavorable de la clé de répartition Unireso et des rabais plus élevés. Les contributions de l'Etat de Genève intègrent une « coupe » de -3.7 MCHF annoncée par le DETA dans son courrier du 2 septembre 2016 relatif aux mesures d'économie mais aussi des subventions supplémentaires de +14 MCHF et des indemnités tarifaires complémentaires pour non augmentation des tarifs de +4.3 MCHF en attente de confirmation. Les contributions de la Confédération sont conformes aux attentes. Les contributions du GLCT subissent des variations suite à l'appel d'offre pour les lignes transfrontalières, toutes attribuées aux TPG. Concernant les charges, on constate des dépenses plus élevées principalement dans les frais de personnel et les frais de sous-traitance en lien avec une offre TPG supérieure à celle prévue dans le PFP et le respect du protocole d'accord avec les syndicats. Le résultat net est donc très proche du PFP 2018 qui prévoyait un retour à l'équilibre moyennant de très fortes contraintes sur les dépenses (ex : plan de licenciements). A moyen terme, les charges auront une tendance à l'augmentation avec la mise en service du nouveau dépôt En-Chardon, la mise en place de l'offre liée au Léman Express et les extensions de lignes de tramways.

Page 34



PRESENTATION A LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU 22/05/2018

COMPTES ANNUELS ET RAPPORT DE GESTION 2017

stpg transports publics genevois



SOMMAIRE

- Présentation des comptes annuels 2017
 - Page 3
- Etats financiers au 31.12.2017
 - Page 17
- Commentaires sur comptes annuels
 - Page 37

stpg transports publics genevois

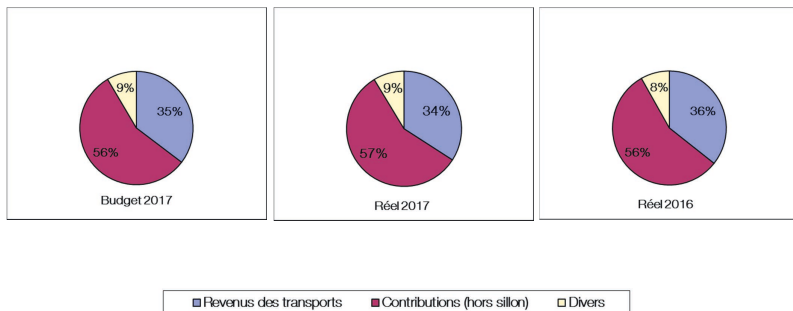
COMPTE DE RESULTAT 2017

DÉSIGNATION en milliers CHF	BUDGET	REEL	REEL	ÉCARTS		ÉCARTS	
	CONSOLIDE 31.12.2017	CONSOLIDE 31.12.2017	CONSOLIDE 31.12.2016	Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
PRODUITS EXPLOITATION							
Revenus de transports	147'050	146'085	145'300	-965	-0.7%	785	0.5%
dont revenus de transports UNARESO	139'704	137'441	128'258	-2'262	-1.6%	-466	-0.7%
Contributions de l'Etat de Genève	227'119	236'413	223'754	9'293	4.1%	12'659	5.7%
dont contributions droit de sillon et d'usage	13'769	13'769	13'769	0	0.0%	0	0.0%
Contributions de la Confédération	107'114	110'909	107'008	95	0.0%	101	0.0%
Contributions des communes et des Tiers	9'828	11'775	8'372	1'947	19.8%	3'404	40.7%
Produits d'exploitation divers	20'601	20'352	17'394	-249	-1.2%	2'958	17.0%
Total des produits d'exploitation	415'312	425'434	405'527	10'121	2.4%	19'907	4.8%
CHARGES D'EXPLOITATION							
Frais de personnel	236'839	243'264	232'138	6'425	2.7%	11'126	4.8%
Frais de véhicules	33'157	31'829	32'382	-1'327	-4.0%	-553	-1.7%
Frais de bâtiments et installations fixes	20'202	20'357	20'216	155	0.8%	141	0.7%
dont droits de sillon et d'usage	13'773	13'880	13'773	107	0.8%	106	0.8%
Sous-traitance de transport	43'303	46'587	44'551	3'284	7.6%	2'036	4.6%
Charges d'exploitation diverses	28'230	28'327	25'721	2'097	8.0%	2'636	10.1%
Dotations aux amortissements	45'658	43'586	42'658	-2'072	-4.5%	929	2.2%
Pertes sur constatés et débiteurs	2'970	1'814	3'046	-1'156	-39%	-1'232	-40.5%
Total des charges d'exploitation	408'360	415'764	400'712	7'404	1.8%	15'052	3.8%
<i>% des produits</i>	98%	98%	99%				
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	6'953	9'670	4'815	2'717	39.1%	4'855	100.8%
Produits financiers	1'007	2'718	1'850	1'711	169.9%	838	44.6%
Charges financières	15'140	13'210	14'594	-1'930	-12.7%	-1'384	-9.5%
Résultat financier	-14'133	-10'493	-12'714	3'641	25.8%	2'222	17.5%
<i>Quote-part dans le résultat des sociétés associées</i>	0	294	282	294		12	4.3%
RÉSULTAT NET (+EXCÉDENT)	-7'181	-529	-7'617	6'652	92.6%	7'088	93.1%
Résultat des produits	416'319	428'446	407'089	12'126	2.9%	20'757	5.1%
Total des charges	423'300	428'974	418'306	6'074	1.3%	12'668	3.3%

stpg transports publics genevois

Page 3

REPARTITION DES PRODUITS EN %



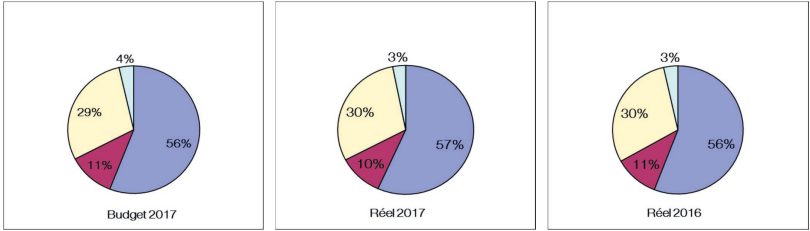
Données consolidées

Divers : y compris droit de sillon

stpg transports publics genevois

Page 4

REPARTITION DES CHARGES EN %



■ Frais de personnel
 ■ Dotations aux amortissements
 ■ Biens et services
 ■ Charges financières

Données consolidées

Biens et services : y compris droit du sillon

stpg transports publics genevois

Page 5

DETAIL DES PRODUITS

stpg transports publics genevois

Page 6

PRODUITS DU TRANSPORT COMPTABILISES EVOLUTION 2016 – 2017

DETAIL DES REVENUS DU TRANSPORT 31.12.2017

Produits comptabilisés - part TPG

en milliers CHF	Budget Consolidé 31.12.2017	Réel Consolidé 31.12.2017	Réel Consolidé 31.12.2016	ÉCARTS		ÉCARTS	
				Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
Billets <i>dont cartes journalières</i>	46'248 8'297	46'311 8'069	44'817 8'137	63 -228	0.1% -2.7%	1'494 -68	3.3% -0.8%
Abonnements annuels	44'273	45'023	43'641	750	1.7%	1'382	3.2%
Abonnements mensuels	30'500	28'377	30'571	-2'123	-7.0%	-2'194	-7.2%
Abonnements hebdomadaires	294	375	291	81	27.5%	84	28.8%
Autres titres de transports	12'763	11'482	13'378	-1'281	-10.0%	-1'896	-14.2%
Rabais et bonus	-4'375	-4'127	-4'400	248	-5.7%	273	-6.2%
Total revenus de transports UNIRESO	129'704	127'441	128'298	-2'262	-1.7%	-856	-0.7%
Revenus de transports TPG	10'756	13'051	11'014	2'294	21.3%	2'036	18.5%
Autres produits du transports (CTT, ...)	6'590	5'593	5'988	-997	-15.1%	-395	-6.6%
TOTAL	147'050	146'085	145'300	-965	-0.7%	785	0.5%

σtpg transports publics genevois

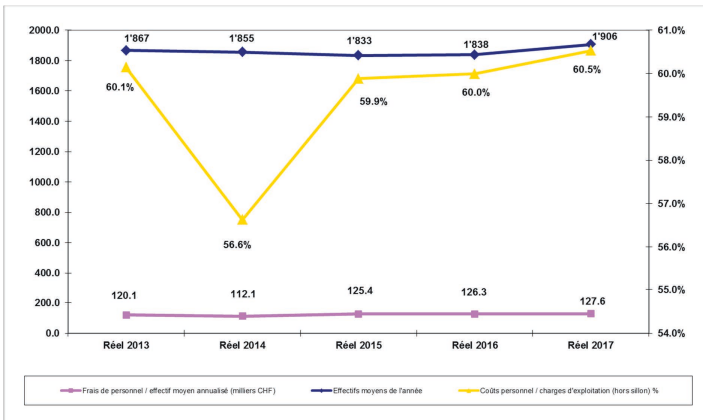
Page 7

DETAIL DES CHARGES

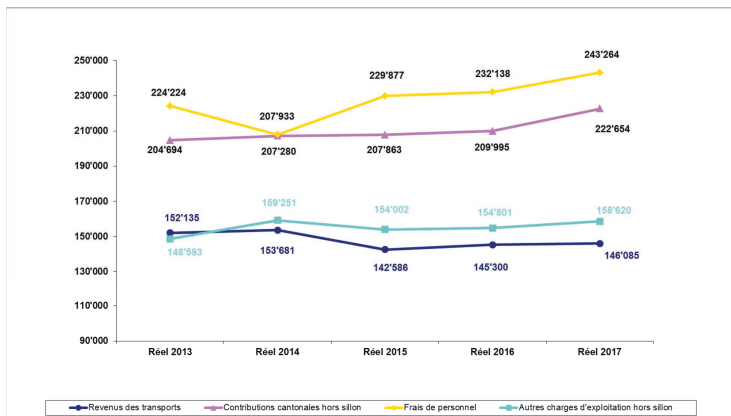
DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION

DÉSIGNATION en milliers CHF	BUDGET CONSOLIDÉ 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2016	Écarts Réel vs budget		Écarts Réel 2017 vs réel 2016	
				CHF	%	CHF	%
Frais de personnel	236'839	243'264	232'138	6'425	2.7%	11'126	4.8%
Frais de véhicules	33'157	31'829	32'382	-1'327	-4.0%	-553	-1.7%
Frais de bâtiments et installations fixes	20'202	20'357	20'216	155	0.8%	141	0.7%
<i>dont droits de site et d'usage</i>	13'773	13'880	13'773	107	0.8%	106	
Sous-traitance de transport	43'303	46'587	44'551	3'284	7.6%	2'036	4.6%
<i>Sous-traitance de transport</i>	32'045	32'756	32'627	712	2.2%	129	0.4%
<i>Sous-traitance GLCT</i>	11'258	13'831	11'925	2'572	22.8%	1'906	16.0%
Charges d'exploitation diverses, dont	26'230	28'327	25'721	2'097	8.0%	2'606	10.1%
<i>Assurances et franchises</i>	2'333	2'166	2'417	-167	-7.2%	-250	-10.4%
<i>Etudes et mandats</i>	1'920	2'154	1'800	234	12.2%	351	19.5%
<i>Commissions et frais de vente</i>	7'010	6'400	4'283	-610	-8.7%	2'117	49.4%
<i>Communication et marketing</i>	2'583	3'253	2'980	671	26.0%	273	9.2%
<i>Entretien, maintenance, locations</i>	5'718	5'828	5'199	110	1.9%	628	12.1%
<i>Frais administratifs</i>	3'132	2'858	3'079	-274	-8.7%	-220	-7.2%
<i>Cotisations impôts et taxes</i>	517	2'809	3'308	2'292	443.3%	-499	-15.1%
<i>Autres charges</i>	3'017	2'859	2'653	-159	-5.3%	206	7.8%
Dotations aux amortissements	45'658	43'586	42'658	-2'072	-4.5%	929	2.2%
Pertes sur constats et débiteurs	2'970	1'814	3'046	-1'166	-38.9%	-1'232	-40.5%
TOTAL	408'360	415'764	400'712	7'404	1.8%	15'052	3.8%

EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL 2013 - 2017

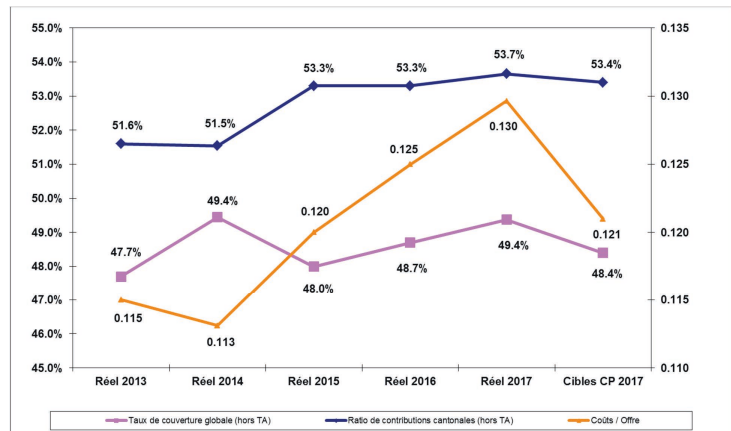


EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES 2013 - 2017



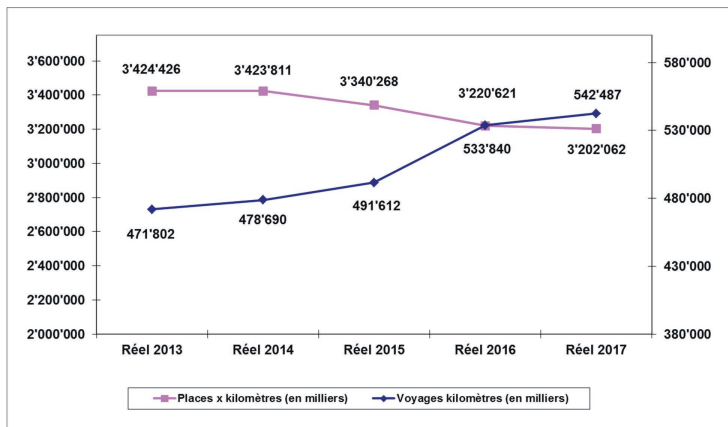
Données consolidées. En milliers CHF.

INDICATEURS FINANCIERS DU CONTRAT DE PRESTATIONS



Données consolidées.

EVOLUTION DES PLACES ET VOYAGES x KM 2013 – 2017



Places kilomètres totales, y compris France.

stpg transports publics genevois

Page 13

SUIVI DES INVESTISSEMENTS

En CHF	Désignation	Engagé 2015-2017 Consolidé	PPF 2015-2017 (yc TOSA)
	Bâtiments	12'404'821	18'925'000
	Installations Fixes	321'799	6'050'000
	Terrains, Bâtiments & Installations Fixes	12'726'620	24'975'000
	Bureautique & Mobilier	71'876	150'000
	Instal. & Matériel Info & Télécommunication	2'235'887	10'921'000
	Outilsages, Machines & Installations Autres	1'223'501	3'365'000
	Equipements, Machines & Autres Immobilisations	3'531'264	14'436'000
	Autobus	15'061'377	13'018'500
	Tramways	330'096	0
	Trolleybus	7'762'013	13'000'000
	Equipements Embarqués	8'977'524	23'600'000
	Véhicules de Service	1'111'468	3'510'000
	Véhicules & leurs équipements	33'242'478	53'128'500
	Systèmes d'Informations & Télécommunications	9'352'419	15'375'000
	Immobilisations Incorporelles	9'352'419	15'375'000
	Investissements PFP (hors En-Chardon)	58'852'781	107'914'500

stpg transports publics genevois

Page 14



BILAN ACTIF

En CHF	31.12.2017	31.12.2016
ACTIF		
LIQUIDITES	9'031'284	10'503'015
DEBITEURS D'EXPLOITATION	46'703'156	44'824'089
STOCKS	19'499'894	18'624'363
AUTRES ACTIFS CIRCULANTS	12'282'415	10'322'690
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS	87'516'749	84'274'156
TERRAINS, BÂTIMENTS INSTALLATIONS FIXES	91'529'430	94'810'779
VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS	416'101'800	394'427'164
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, NET	10'265'680	13'282'854
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NET	8'053'353	9'236'090
TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS EN COURS	196'235'185	119'510'516
AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS	8'617'951	37'405'095
PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE	1'000'916	815'914
ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME	963'004	1'249'555
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	732'767'298	670'737'966
TOTAL DE L'ACTIF	820'284'047	755'012'122

stpg transports publics genevois

Page 15



BILAN PASSIF

En CHF	31.12.2017	31.12.2016
PASSIF		
CREANCIERS D'EXPLOITATION	26'931'661	27'306'592
PART A COURT TERME DES PROVISIONS	1'294'786	653'110
PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME	32'578'678	56'587'311
AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME	47'955'981	47'480'208
TOTAL DES ENGAGEMENTS A COURT TERME	108'761'106	132'027'220
EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME	557'990'587	503'262'311
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES, NET	85'328'407	53'871'770
PROVISIONS A LONG TERME	412'188	204'125
ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL	11'100'851	9'688'823
AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME	752'939	682'096
TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME	655'584'971	567'709'124
SOUS-TOTAL DU PASSIF	764'346'077	699'736'344
CAPITAL DE DOTATION	44'000'000	44'000'000
FONDS DE RESERVES	12'466'612	18'892'817
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-528'643	-7'617'038
FONDS PROPRES	11'937'969	11'275'778
TOTAL DU PASSIF DU CAPITAL DE DOTATION ET DES FONDS PROPRES	820'284'047	755'012'122

stpg transports publics genevois

Page 16

COMPTES ANNUELS TPG

2017

Approuvés par le CA du 12 mars 2018
Approuvés par les réviseurs (Deloitte SA) le 12 mars 2018

Page 17

COMPTÉ DE RESULTAT 2017 Régime REDIP							
DESIGNATION en milliers CHF	BUDGET	REEL	REEL	ÉCARTS		ÉCARTS	
	CONSOLIDE	CONSOLIDE	CONSOLIDE	Réal vs budget		Réal 2017 vs réel 2016	
	31.12.2017	31.12.2017	31.12.2016	CHF	%	CHF	%
PRODUITS EXPLOITATION							
Revenus de transports	147'050	146'085	145'300	-965	-0.7%	785	0.5%
dont revenu de transports UNRESO	129'704	127'447	128'298	-2'262	-1.7%	-856	-0.7%
Contributions de l'Etat de Genève	227'119	236'413	223'754	9'293	4.1%	12'659	5.7%
dont contributeurs droits de sillon et d'usage	13'759	13'759	13'759	0	0.0%	0	0.0%
Contributions de la Confédération	10'714	10'809	10'708	95	0.9%	101	0.9%
Contributions des communes et des Tiers	9'828	11'775	8'372	1'947	19.8%	3'404	40.7%
Produits d'exploitation divers	20'601	20'352	17'394	-249	-1.2%	2'958	17.0%
Total des produits d'exploitation	415'312	425'434	405'527	10'121	2.4%	19'907	4.9%
CHARGES D'EXPLOITATION							
Frais de personnel	236'839	243'264	232'138	6'425	2.7%	11'126	4.8%
Frais de véhicules	33'157	31'829	32'382	-1'327	-4.0%	-653	-1.7%
Frais de bâtiments et installations fixes	20'202	20'357	20'216	155	0.8%	141	0.7%
dont droits de sillon et d'usage	18'779	18'883	18'779	307	0.8%	306	0.8%
Sous-traitance de transport	43'303	46'587	44'551	3'284	7.6%	2'036	4.6%
Charges d'exploitation diverses	26'230	28'327	25'721	2'097	8.0%	2'606	10.1%
Dotations aux amortissements	45'658	43'586	42'658	-2'072	-4.5%	929	2.2%
Pertes sur constatés et débiteurs	2'970	1'814	3'046	-1'156	-39%	-1'232	-40.5%
Total des charges d'exploitation	408'360	415'764	400'712	7'404	1.8%	15'052	3.8%
% des produits	98%	96%	99%				
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	6'953	6'670	4'815	2'717	39.1%	4'855	100.8%
Produits financiers	1'007	2'718	1'880	1'711	169.9%	838	44.6%
Charges financières	15'140	13'210	14'594	-1'930	-12.7%	-1'384	-9.5%
Résultat financier	-14'133	-10'493	-12'714	3'641	25.8%	2'222	17.5%
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	0	294	282	294		12	4.3%
RÉSULTAT NET (+EXCÉDENT)	-7'181	-529	-7'617	6'652	92.6%	7'088	93.1%
Total des produits	410'319	428'446	407'689	12'126	2.9%	20'757	5.1%
Total des charges	423'500	429'974	415'306	5'474	1.3%	13'668	3.3%

Page 18

RÉPARTITION COMPTE DE RÉSULTATS 2017

DÉSIGNATION	BUDGET CONSOLIDÉ 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2016
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus de transport	35.3%	34.1%	35.6%
Contributions	59.5%	60.5%	59.6%
<i>Dont contributions non-matérielles</i>	3.3%	3.2%	3.4%
Produits d'exploitation divers	4.9%	4.8%	4.3%
Quote-part dans la résultat des sociétés associées	0.0%	0.1%	0.1%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	99.8%	99.4%	99.5%
CHARGES D'EXPLOITATION			
Frais de personnel	55.9%	56.7%	55.9%
Frais de véhicules	7.8%	7.4%	7.8%
Frais de bâtiments et installations fixes	4.8%	4.7%	4.9%
<i>Dont charges non-matérielles</i>	3.3%	3.2%	3.4%
Sous-traitance de transport	10.2%	10.9%	10.7%
Charges d'exploitation diverses	6.2%	6.6%	6.2%
Dotations aux amortissements et pertes de valeurs	10.8%	10.2%	10.3%
Correction de valeurs des actifs financiers	0.7%	0.4%	0.7%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	96.4%	96.9%	96.5%
RESULTAT FINANCIER			
Produits financiers	0.2%	0.6%	0.5%
Charges financières	3.6%	3.1%	3.5%
TOTAL DES PRODUITS	100%	100%	100%
TOTAL DES CHARGES	100%	100%	100%

Page 19

DETAIL DES REVENUS DU TRANSPORT
31.12.2017

Produits comptabilisés - part TPG

en milliers CHF	Budget Consolidé 31.12.2017	Réel Consolidé 31.12.2017	Réel Consolidé 31.12.2016	ÉCARTS		ÉCARTS	
				Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
Billets	46'248	46'311	44'817	63	0.1%	1'494	3.3%
<i>dont cartes journalières</i>	8'297	8'069	8'137	-228	-2.7%	-68	-0.8%
Abonnements annuels	44'273	45'023	43'641	750	1.7%	1'382	3.2%
Abonnements mensuels	30'500	28'377	30'571	-2'123	-7.0%	-2'194	-7.2%
Abonnements hebdomadaires	294	375	291	81	27.5%	84	28.8%
Autres titres de transports	12'763	11'482	13'378	-1'281	-10.0%	-1'896	-14.2%
Rabais et bonus	-4'375	-4'127	-4'400	248	-5.7%	273	-6.2%
Total revenus de transports UNIRES	129'704	127'441	128'298	-2'262	-1.7%	-856	-0.7%
Revenus de transports TPG	10'756	13'051	11'014	2'294	21.3%	2'036	18.5%
Autres produits du transports (CTT,	6'590	5'593	5'988	-997	-15.1%	-395	-6.6%
TOTAL	147'050	146'085	145'300	-965	-0.7%	785	0.5%
<i>Part TPG cité de répartition Unireso</i>	<i>92.30%</i>	<i>92.88%</i>	<i>92.23%</i>				

Page 20

Indicateurs financiers du contrat de prestations

Indicateurs Financiers du Contrat de Prestations	Clôture 2017	Clôture 2016	Cible CP 2017
Ratio de Contributions Cantonales	53.7%	53.3%	53.4%
Taux de Couverture Globale	49.4%	48.7%	48.4%
Coûts / Offre	0.130	0.125	0.121

Page 21

DÉTAIL DES COMPTES

Page 22

CHARGES ET PRODUITS en CHF

LIBELLÉ	BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016	ÉCARTS		ÉCARTS	
				Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
1.1 PRODUITS D'EXPLOITATION							
1.1.1 REVENUS DE TRANSPORTS	147'050'085	146'084'827	145'300'223	-965'258	-0.7%	784'604	0.5%
1.1.1.1 Revenus de transports UNIRESO, net	129'703'851	127'441'386	128'297'804	-2'262'465	-1.7%	-856'418	-0.7%
1.1.1.2 Revenus de transports TPG	10'756'234	13'050'649	11'014'259	2'234'415	21.3%	2'036'390	18.5%
1.1.1.3 Revenus de transports autres	6'590'000	5'592'792	5'988'161	-997'208	-15.1%	-395'368	-6.6%
1.1.2 CONTRIBUTION DE L'ETAT DE GENEVE	227'119'410	236'412'703	223'753'613	9'293'294	4.1%	12'659'091	5.7%
1.1.2.1 Enveloppe budgétaire trafic d'agglomération et desserte complémentaire	167'972'659	172'972'659	165'170'540	5'000'000	3.0%	7'802'120	4.7%
1.1.2.3 Compensation trafic régional	14'185'863	14'185'863	14'228'402	0	0.0%	-42'539	-0.3%
1.1.2.5 Contributions droits de sillonn et d'usage	13'759'000	13'759'000	13'759'000	0	0.0%	0	0.0%
1.1.2.6 Indemnités dues à l'introduction de la CTI	30'740'088	35'123'661	30'226'751	4'383'573	14.3%	4'896'910	16.2%
1.1.2.7 Participations financières aux frais UNIRESO	461'800	371'520	368'920	-90'280	-19.5%	2'600	0.7%
1.1.3 CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION	10'714'226	10'808'793	10'707'568	94'567	0.9%	101'225	0.9%
1.1.3.1 Contributions fédérales aux lignes régionales	5'794'226	5'794'226	5'811'599	0	0.0%	-17'373	-0.3%
1.1.3.2 Rétrocession des droits sur carburants	4'920'000	5'014'567	4'895'969	94'567	1.9%	118'598	2.4%
1.1.4 CONTRIBUTION DES COMMUNES ET DES TIERS	9'828'080	11'775'447	8'371'729	1'947'367	19.8%	3'403'718	40.7%
1.1.4.1 Contributions Communes et Tiers	2'769'591	2'798'279	2'375'859	28'688	1.0%	422'420	17.8%
1.1.4.2 Contributions GLCT	7'058'489	8'977'168	5'995'870	1'918'679	27.2%	2'981'298	49.7%
1.1.5 PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	20'600'696	20'352'112	17'393'888	-248'584	-1.2%	2'958'225	17.0%
1.1.5.1 Produits de publicité	13'396'000	10'471'031	8'985'655	-2'924'969	-21.8%	1'485'376	16.5%
1.1.5.2 Travaux facturés à des tiers	1'622'000	2'175'209	2'962'042	553'209	34.1%	-786'834	-26.6%
1.1.5.3 Autres produits d'exploitation	3'518'900	5'502'389	3'862'993	1'983'489	56.4%	1'639'396	42.4%
1.1.5.4 Production immobilisée	1'800'000	1'940'568	1'329'297	140'568	7.8%	611'270	46.0%
1.1.5.6 Amortissements des participation de Tiers	263'796	262'917	253'900	-879	-0.3%	9'017	3.6%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	415'312'497	425'433'882	405'527'020	10'121'386	2.4%	19'906'862	4.9%

Page 23

CHARGES ET PRODUITS en CHF

LIBELLÉ	BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016	ÉCARTS		ÉCARTS	
				Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
1.2 CHARGES D'EXPLOITATION							
1.2.1 FRAIS DE PERSONNEL	236'838'981	243'263'564	232'137'839	6'424'583	2.7%	11'125'725	4.8%
1.2.1.1 Rémunération des collaborateurs	188'959'054	193'709'123	187'018'189	4'750'609	2.5%	6'690'935	3.6%
1.2.1.2 Charges sociales	43'102'192	43'740'789	42'311'450	638'597	1.5%	1'429'339	3.4%
1.2.1.3 Charges de prévoyance professionnelles	0	1'412'028	-1'467'384	1'412'028	2'879'422	-196.2%	
1.2.1.4 Autres frais de personnel	4'777'735	4'401'623	4'275'594	-376'112	-7.9%	126'029	2.9%
1.2.2 FRAIS DE VEHICULES	33'156'911	31'829'435	32'382'152	-1'327'476	-4.0%	-652'718	-1.7%
1.2.2.1 Carburant et énergie de traction	13'960'000	13'438'335	14'140'697	-521'665	-3.7%	-702'362	-5.0%
1.2.2.2 Pneus	365'000	595'890	516'905	230'890	63.3%	78'985	15.3%
1.2.2.3 Location véhicules de ligne	100'000	10'769	6'716	-89'231	-89.2%	4'053	60.3%
1.2.2.4 Autres frais de véhicules	18'731'911	17'784'441	17'717'835	-847'470	-5.1%	66'606	0.4%
1.2.3 FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	20'202'475	20'357'169	20'216'087	154'694	0.8%	141'082	0.7%
1.2.3.1 Frais de bâtiments	5'305'100	5'263'171	5'223'334	-41'929	-0.8%	39'836	0.8%
1.2.3.2 Frais des installations fixes	1'124'000	1'214'062	1'219'262	90'062	8.0%	-5'199	-0.4%
1.2.3.3 Droits de sillonn et d'usage	13'773'375	13'879'937	13'773'492	106'562	0.8%	106'445	0.8%
1.2.4 SOUS-TRAITEMENT DE TRANSPORT <i>Dont Sous traitement GLCT</i>	43'302'845	46'586'825	44'551'287	3'283'980	7.6%	2'035'538	4.8%
	11'258'339	13'830'653	11'924'601	2'572'314	22.8%	1'906'053	16.0%
1.2.5 CHARGES D'EXPLOITATIONS DIVERSES	26'229'934	28'327'123	25'721'332	2'607'189	8.2%	2'665'791	10.1%
1.2.5.1 Matériel et fournitures de bureau	1'210'300	1'043'857	1'355'690	-166'443	-13.8%	-311'836	-23.0%
1.2.5.2 Confection des titres de transport	965'000	802'155	703'779	-162'845	-16.9%	98'377	14.0%
1.2.5.3 Machines et outillage	1'206'250	1'085'043	1'282'765	-121'207	-10.0%	-197'723	-15.4%
1.2.5.4 Entretien, maintenance et location	4'511'796	4'742'516	3'916'333	230'720	5.1%	826'182	21.1%
1.2.5.5 Assurances et franchises	2'333'200	2'166'132	2'416'603	-167'068	-7.2%	-250'471	-10.4%
1.2.5.6 Courrier et télécommunication	1'921'600	1'814'454	1'722'809	-107'146	-5.6%	91'646	5.3%
1.2.5.7 Surveillance et sécurité	3'112'500	2'985'861	2'438'380	-526'639	-16.9%	147'481	6.0%
1.2.5.8 Etudes et mandats	1'920'000	2'154'265	1'809'149	234'995	12.2%	351'246	19.5%
1.2.5.9 Honoraires judiciaires et fiduciaires	335'000	314'039	359'783	9'939	3.3%	-43'844	-12.2%
1.2.5.10 Organe de gestion, commissions	80'000	11'822	12'874	-68'178	-86.4%	-1'052	-8.2%
1.2.5.11 Communication	2'357'500	2'507'113	2'548'370	149'613	6.3%	-41'257	-1.6%
1.2.5.12 Marketing	225'000	746'035	431'977	521'035	231.6%	314'058	72.7%
1.2.5.13 Frais de déplacement et réception	385'500	371'055	385'077	-14'445	-3.7%	-14'022	-3.6%
1.2.5.14 Commissions et frais de vente	6'044'980	5'597'764	3'579'514	-447'216	-7.4%	2'018'250	56.4%
1.2.5.15 Travaux à facturer	-846'170	-708'333	-566'211	137'837	-16.3%	-152'122	27.3%
1.2.5.16 Cotisations impôts et taxes	516'978	2'908'860	3'307'656	2'291'882	443.3%	-486'796	-15.1%
1.2.5.18 Autres charges d'exploitation	10'900	283'455	13'782	272'955	2600%	269'673	196.7%

Page 24

CHARGES ET PRODUITS en CHF

LIBELLÉ	BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016	ÉCARTS		ÉCARTS	
				Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
CHARGES D'EXPLOITATION (Suite)							
1.2.6 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	45'658'452	43'586'237	42'657'710	-2'072'215	-4.5%	928'527	2.2%
1.2.6.1 Amortissements sur immo corporelles	41'746'524	39'007'367	38'986'983	-2'739'157	-6.6%	20'384	0.1%
1.2.6.2 Amortissements pièces de rechange et de réserves	611'224	637'526	618'929	26'302	4.3%	18'698	3.0%
1.2.6.3 Amortissements sur immo incorporelles	3'300'704	3'203'195	2'851'979	-97'509	-3.0%	351'216	12.3%
1.2.6.4 Dévaluations sur stocks	0	738'149	199'920	738'149		538'229	269.2%
1.2.6.5 Différence d'inventaire	0	0	0	0		0	
1.2.7 PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	2'970'000	1'813'592	3'045'538	-1'156'408	-38.9%	-1'231'946	-40.5%
1.2.7.1 Provisions sur débiteurs	170'000	-477'691	601'652	-647'691	-381.0%	-1'079'343	-179.4%
1.2.7.2 Dépréciations de valeurs et créances	2'800'000	2'291'283	2'443'886	-508'717	-18.2%	-152'602	-6.2%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	408'359'598	415'763'946	400'711'946	7'404'348	1.8%	15'051'999	3.8%

Page 25

CHARGES ET PRODUITS en CHF

LIBELLÉ	BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016	ÉCARTS		ÉCARTS	
				Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
Report des produits d'exploitation avant intérêts	415'312'497	425'433'882	405'527'020	10'121'386	2.4%	19'906'862	4.9%
Report des charges d'exploitation avant intérêts	408'359'598	415'763'946	400'711'946	7'404'348	1.8%	15'051'999	3.8%
Résultat des activités d'exploitation (+EXCEDENT/-PERTE)	6'952'899	9'669'936	4'815'074	2'717'038	39.1%	4'854'862	100.8%
1.3 RESULTAT FINANCIER							
1.3.1 Produits financiers :	1'007'000	2'717'606	1'879'896	1'710'606	169.9%	837'710	44.6%
1.3.1.1 Intérêts sur placements bancaires	642'000	1'210'980	651'309	568'980	88.6%	559'671	85.9%
1.3.1.2 Gains de change	0	502'506	427'748	427'748		74'758	17.5%
1.3.1.3 Escompte sur factures fournisseurs	165'000	119'214	106'071	-45'786	-27.7%	13'143	12.4%
1.3.1.4 Autres produits financiers	200'000	884'906	694'768	694'906	342.5%	190'138	27.4%
1.3.2 Charges financières :	15'140'489	13'210'360	14'594'163	-1'930'129	-12.7%	-1'383'803	-9.5%
1.3.2.1 Intérêts sur capital de dotation	880'000	880'000	880'000	0	0.0%	0	0.0%
1.3.2.2 Intérêts c/c bancaires	0	990	298	990		692	232.2%
1.3.2.3 Intérêts sur emprunts	13'000'000	10'758'792	12'038'737	-2'241'208	-17.2%	-1'279'945	-10.6%
1.3.2.5 Frais bancaires	1'060'489	1'067'663	988'610	7'174	0.7%	79'053	8.0%
1.3.2.6 Pertes de change	0	194'630	417'874	194'630		-223'244	-53.4%
1.3.2.7 Autres charges financières	200'000	308'284	268'643	108'284	54.1%	39'641	14.8%
Résultat financier (+EXCEDENT/-PERTE)	-14'133'489	-10'492'754	-12'714'266	3'640'735	-25.8%	2'221'513	-17.5%
QUOTE PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES ASSOCIEES	0	294'174	282'154	294'174		12'020	4.3%
1. RÉSULTAT NET (+EXCEDENT/-PERTE)	-7'180'590	-528'643	-7'617'038	6'651'948	-92.6%	7'088'396	-93.1%
Total des produits	416'319'497	428'445'663	407'689'071	12'126'166	2.9%	20'744'572	5.1%
Total des charges	423'500'087	428'974'306	415'306'109	5'474'219	1.3%	13'668'197	3.3%

Page 26

COMPTE DE RESULTAT
DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION

DÉSIGNATION en milliers CHF	BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017	RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016	Écart		Écart	
				Réel vs budget CHF	%	Réel 2017 vs réel 2016 CHF	%
Frais de personnel	236'839	243'264	232'138	6'425	2.7%	11'126	4.8%
Frais de véhicules	33'157	31'829	32'382	-1'327	-4.0%	-553	-1.7%
Frais de bâtiments et installations fixes	20'202	20'357	20'216	155	0.8%	141	0.7%
dont droits du sillon et d'usage	13'773	13'880	13'773	107	0.8%	106	
Sous-traitance de transport	43'303	46'587	44'551	3'284	7.6%	2'036	4.6%
Sous-traitance de transport	32'045	32'756	32'627	712	2.2%	129	0.4%
Sous-traitance GLCT	11'258	13'831	11'925	2'572	22.8%	1'906	16.0%
Charges d'exploitation diverses, dont	26'230	26'327	25'721	2'097	8.0%	2'606	10.1%
Assurances et franchises	2'333	2'166	2'417	-167	-7.2%	-250	-10.4%
Etudes et mandats	1'920	2'154	1'803	234	12.2%	351	19.5%
Commissions et frais de vente	7'010	6'400	4'283	-870	-8.7%	2'117	49.4%
Communication et marketing	2'583	3'253	2'980	671	26.0%	273	9.2%
Entretien, maintenance, locations	5'718	5'828	5'199	110	1.9%	628	12.1%
Frais administratifs	3'132	2'858	3'079	-274	-8.7%	-220	-7.2%
Cotisations impôts et taxes	517	2'809	3'308	2'292	443.3%	-499	-15.1%
Autres charges	3'017	2'859	2'653	-159	-5.3%	206	7.8%
Dotations aux amortissements	45'658	43'586	42'658	-2'072	-4.5%	929	2.2%
Pertes sur constats et débiteurs	2'970	1'814	3'046	-1'156	-38.9%	-1'232	-40.5%
TOTAL	408'360	415'764	400'712	7'404	1.8%	15'052	3.8%

Page 27

SOUS-TRAITANCE Article 1 al 5 LTPG - 2017

TPG statutaires hors GLCT

En CHF	Budget 2017		Réel 2017	
	Art. 1 Sous-traitance max. 10%	Art. 1 Sous-traitance hors lignes transfrontalières et provisoires max. 4%	Art. 1 Sous-traitance max. 10%	Art. 1 Sous-traitance hors lignes transfrontalières et provisoires max. 4%
1.2.4. SOUS-TRAITANCE D'EXPLOITATION	32'044'506	9'065'819	32'756'172	8'910'103
Total Charges TPG	404'909'839	404'909'839	409'586'874	409'586'874
Seuil du contrat de prestations en %	10%	4%	10%	4%
Seuil du contrat de prestations	40'490'984	16'196'394	40'958'687	16'383'475
Total annuel de la sous-traitance engagée	35'487'656	12'508'969	36'139'053	12'292'984
Lignes sous traitées (hors provisoires et transfrontalières)	9'065'819	9'065'819	8'910'103	8'910'103
Lignes provisoires sous traitées	20'274'347		21'002'206	
Lignes transfrontalières sous-traitées	2'704'340		2'843'863	
Travaux de réparation et de nettoyage	3'443'150	3'443'150	3'382'881	3'382'881
% de sous traitance / total des charges TPG	8.8%	3.1%	8.8%	3.0%
Solde de sous traitance à disposition	5'003'328	3'687'425	4'819'635	4'090'491

Page 28

BILAN 2017

Page 29

Bilan de clôture 2017 - Actifs

ACTIF	en CHF	31.12.2017	%	31.12.2016	%
LIQUIDITES		8'064'394	1.0%	9'181'561	1.2%
DEBITEURS D'EXPLOITATION		45'795'600	5.6%	43'254'413	5.7%
STOCKS		19'499'894	2.4%	18'624'363	2.5%
AUTRES ACTIFS CIRCULANTS		11'977'734	1.5%	10'084'506	1.3%
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS		85'337'622	10.4%	81'144'843	10.8%
TERRAINS, BATIMENTS, INSTALLATIONS FIXES		91'529'430	11.2%	94'810'779	12.6%
VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS		416'043'758	50.8%	394'427'164	52.3%
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10'122'900	1.2%	13'164'080	1.7%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		7'732'691	0.9%	9'078'311	1.2%
TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN COURS		196'235'186	24.0%	119'510'516	15.9%
AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS		8'617'951	1.1%	37'405'096	5.0%
PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE		2'210'216	0.3%	2'689'915	0.4%
ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME		944'582	0.1%	1'249'555	0.2%
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES		733'438'712	89.6%	672'335'414	89.2%
TOTAL DE L'ACTIF		818'774'333		753'480'257	

Page 30

Bilan de clôture 2017 - Passifs

PASSIF	en CHF	31.12.2017	%	31.12.2016	%
CREANCIERS D'EXPLOITATION		25'713'287	3.1%	26'124'935	3.8%
PART A COURT TERME DES PROVISIONS		1'294'786	0.2%	653'110	0.1%
PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME		32'578'678	4.0%	56'587'311	7.8%
AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME		47'664'642	5.8%	47'102'656	6.3%
TOTAL DES ENGAGEMENTS A COURT TERME		107'251'393	13.1%	130'468'012	17.8%
EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME		557'930'587	68.1%	503'262'311	66.8%
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		85'328'407	10.4%	53'871'770	7.1%
PROVISIONS A LONG TERME		412'188	0.1%	204'125	0.0%
ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL		11'100'851	1.4%	9'688'823	1.3%
AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME		752'939	0.1%	766'036	0.1%
TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME		655'584'971	80.1%	567'793'124	75.4%
TOTAL DU PASSIF		762'836'365	93.2%	698'261'136	92.1%

CAPITAL DE DOTATION		44'000'000	5.4%	44'000'000	5%
FONDS DE RESERVE		12'466'612	1.5%	16'630'180	2%
Fonds de réserve (antérieur à 1996)		2'972'887	0.4%	2'972'887	0%
Résultats cumulés réseau urbain depuis 1996, au début de l'exercice		-13'650'452	-1.7%	-9'715'736	-1%
Résultats cumulés réseau régional depuis 1996		3'229'907	0.4%	3'088'922	0%
Reserve réévaluation Hedging		-22'514'800	-2.7%	-23'597'981	-3%
Fonds de réserve		41'118'609	5.0%	44'927'128	6%
Fonds de réserve liés à la consolidation		1'365'085	0.2%	1'362'875	0%
Différence de conversion		-57'626	0.0%	-221'936	0%
RESULTAT DE L'EXERCICE		-528'643	-0.1%	-7'617'038	-1%
Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau urbain		423'695	0.1%	-3'934'716	-1%
Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau régional		-316'012	0.0%	140'994	0%
Résultat de l'exercice à affecter aux réserves		107'663	0.0%	-3'793'732	-1%
Résultat lié à la consolidation		-744'009	-0.1%	-29'575	0%
TOTAL CAPITAUX PROPRES		11'907'969	1.5%	11'219'121	1%
TOTAL DU PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		818'774'333		753'480'257	

Page 31

TPG - BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

En CHF	TPG	TP PUBLICITE	TPG VELO	TPG Finance	TOTAL CONSOLIDE ELIMINATIONS			
	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités en CHF	Total comptes retraités	Debit	Credit	Total consolidé
LIQUIDITES	8'064'394	466'591	22'884	477'416	9'031'284	0	0	9'031'284
DEBITEURS D'EXPLOITATION	45'795'600	3'042'921	91	0	48'838'612	0	2'135'456	46'703'156
STOCKS	19'499'894	0	0	0	19'499'894	0	0	19'499'894
AUTRES ACTIFS CIRCULANTS	11'977'734	152'671	0	95	12'130'701	151'714	0	12'282'415
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS	85'337'622	3'662'384	22'975	477'511	89'500'469	151'714	2'135'456	87'516'749
TERRAINS, BÂTIMENTS INSTALLATIONS FIXES	91'529'430	0	0	0	91'529'430	0	0	91'529'430
VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS	416'043'758	58'042	0	0	416'101'800	0	0	416'101'800
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, NET	10'122'900	142'760	0	0	10'265'660	0	0	10'265'660
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NET	7'732'691	320'662	0	0	8'053'353	0	0	8'053'353
TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS EN COURS	196'235'185	0	0	0	196'235'185	0	0	196'235'185
AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS	8'617'951	0	0	0	8'617'951	0	0	8'617'951
PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE	2'210'216	0	0	1'000'916	3'211'132	0	2'210'216	1'000'916
ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME	944'582	16'422	0	0	963'004	0	0	963'004
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	733'436'712	539'685	0	1'000'916	734'977'513	0	2'210'216	732'767'296
TOTAL DE L'ACTIF	818'774'333	4'202'069	22'975	1'478'427	894'677'982	151'714	4'345'672	890'284'911

Page 32

En CHF	TPG	TP PUBLICITE	TPG VELO	TPG France	TOTAL CONSOLIDE		
	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités en CHF	Total selon comptes retraités	ELIMINATIONS Débit Crédit	Total consolidé
BASSIF							
CREANCIERS D'EXPLOITATION	257'13'287	1'221'210	-2'836	0	26'931'661	0 0	26'931'661
PART A COURT TERME DES PROVISIONS	1'294'786	0	0	0	1'294'786	0 0	1'294'786
PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME	32'578'678	0	0	0	32'578'678	0 0	32'578'678
AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME	47'664'942	2'259'089	5'810	10'183	49'939'723	1'983'742 0	47'955'981
TOTAL DES EXIGIBLES A COURT TERME	107'251'393	3'480'298	2'974	10'183	110'744'848	1'983'742 0	108'761'107
EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME	55'990'587	0	0	0	55'990'587	0 0	55'990'587
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	85'328'407	0	0	0	85'328'407	0 0	85'328'407
PROVISIONS A LONG TERME	412'188	0	0	0	412'188	0 0	412'188
ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL	11'100'851	0	0	0	11'100'851	0 0	11'100'851
AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME	752'939	0	0	0	752'939	0 0	752'939
TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME	655'584'971	0	0	0	655'584'971	0 0	655'584'971
SOUS-TOTAL DU PASSIF	762'836'365	3'480'298	2'974	10'183	760'329'820	1'983'742 0	764'348'070
CAPITAL DE DOTATION	44'000'000	300'000	500'000	124'368	44'624'368	251'268 0	44'000'000
FONDS DE RESERVES	12'486'812	1'359'767	-403'854	1'060'346	14'482'870	3'277'245 1'260'987	12'486'812
Fonds de réserve antérieur à 1996	2'972'887	0	0	0	2'972'887	0 0	2'972'887
Résultats cumulés réseau urbain depuis 1996	-13'650'452	0	0	0	-13'650'452	0 0	-13'650'452
Résultats cumulés régional depuis 1996	3'229'907	0	0	0	3'229'907	0 0	3'229'907
Réserve réévaluation Hedging	-22'514'900	0	0	0	-22'514'900	0 0	-22'514'900
Fonds de réserve	41'118'609	1'359'767	-403'854	944'756	43'019'288	3'266'366 1'020'969	40'943'966
Fonds de réserve consolidation	1'368'088	0	0	0	1'368'088	0 0	1'368'088
Différence de conversion	-57'626	0	0	115'648	57'921	181'288 249'382	117'018
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-528'643	-937'796	-78'145	283'531	-1'259'054	13'568 744'000	-528'643
Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau urba	423'695	0	0	0	423'695	0 0	423'695
Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau rég	-318'012	0	0	0	-318'012	0 0	-318'012
Résultat de l'exercice à affecter aux réserves	107'983	-937'796	-78'145	283'531	-622'728	13'568 0	-636'326
Résultat lié à la consolidation	-744'009	0	0	0	-744'009	0 744'009	0
CAPITAUX PROPRES	11'937'969	421'971	-480'000	1'343'976	12'222'816	2'200'841 2'104'369	11'937'969
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-528'643	-937'796	-78'145	283'531	-1'259'054	13'568 744'000	-528'643

Page 33

TPG - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

En CHF	TPG (y. c. CT)	TP PUBLICITE	TPG VELO	TPG France	TOTAL CONSOLIDE		
	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités	Comptes retraités en CHF	Solides selon comptes retraités	ELIMINATIONS Débit Crédit	Comptes consolidés
REVENUS DES TRANSPORTS	146'090'754	0	0	0	146'090'754	5'928 0	146'084'827
CONTRIBUTION DE L'ETAT DE GENEVE	236'412'703	0	0	0	236'412'703	0 0	236'412'703
CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION	10'808'793	0	0	0	10'808'793	0 0	10'808'793
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET DES TIERS	11'775'447	0	0	0	11'775'447	0 0	11'775'447
PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	15'085'894	10'420'116	138'541	0	25'642'552	5'290'438 0	20'352'112
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	420'171'592	10'420'116	138'541	0	430'730'249	5'296'367 0	425'433'882
FRAIS DE PERSONNEL	241'235'392	2'009'922	18'250	0	243'263'564	0 0	243'263'564
FRAIS DE VEHICULES	31'817'262	12'173	0	0	31'829'435	0 0	31'829'435
FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES	20'410'133	111'441	16'725	0	20'538'299	0 181'725	20'357'169
SOUS-TRAITEMENT DE TRANSPORT	46'586'825	0	0	0	46'586'825	0 0	46'586'825
CHARGES D'EXPLOITATIONS DIVERSES	24'321'846	8'910'919	179'378	24'217	33'442'367	5'646 8'120'884	28'327'122
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	43'448'237	138'001	0	0	43'586'237	0 0	43'586'237
PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS	1'655'181	158'411	0	0	1'813'592	0 0	1'813'592
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	409'474'875	11'348'667	214'353	24'217	421'060'313	5'646 8'302'013	415'763'948
RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	10'696'717	-928'751	-75'812	-24'217	9'669'936	8'290'721 8'302'013	9'669'936
PRODUITS FINANCIERS	2'717'293	314	0	0	2'717'606	0 0	2'717'606
CHARGES FINANCIERES	13'198'644	11'359	333	24	13'210'360	0 0	13'210'360
QUOTE-PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES ASSOC	-744'009	0	0	0	-436'237	283'531 1'013'940	294'174
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-528'643	-937'796	-78'145	283'531	-1'259'054	8'574'251 4'288'071	-528'643

Page 34

Commentaires
Clôture annuelle des comptes au 31.12.2017

INTRODUCTION

Le compte de résultat à fin décembre 2017 présente un résultat net légèrement négatif : -0.5 MCHF, meilleur que le budget (-7.2 MCHF) et meilleur que les comptes 2016 (-7.6 MCHF). Par rapport au budget, les produits d'exploitation sont nettement supérieurs (+2.4% ; +10.1 MCHF) principalement grâce aux subventions cantonales supplémentaires en lien avec le renforcement d'offre commandée (+5.0 MCHF) et aux indemnités destinées à compenser le manque à gagner dû à la non augmentation des tarifs (+4.4 MCHF). Les charges d'exploitation sont supérieures au budget (+1.8% ; +7.4 MCHF), en particulier au niveau des frais de personnel (2.7% ; +6.4 MCHF) et de sous-traitance (+7.6% ; +3.3 MCHF). Le résultat financier est meilleur qu'attendu (+3.6 MCHF) notamment en ce qui concerne les intérêts sur emprunts. Par rapport à l'an dernier, les produits et les charges d'exploitation évoluent sensiblement à la hausse (respectivement +4.9% ; +19.9 MCHF et +3.8% ; +15.1 MCHF). La croissance des produits est due principalement à l'augmentation des subventions (Canton de Genève et GLCT) et la croissance des charges provient surtout des frais de personnel (+4.8% ; +11.1 MCHF) en lien avec les effectifs. Au total, la hausse des charges étant moins élevée que celle des produits, on constate une amélioration du résultat net.

Le ratio coûts/offre se situe à 0.130 CHF/PKR et n'atteint donc que partiellement la cible du Contrat de Prestations (0.121 CHF/PKR). Les deux autres indicateurs financiers du CP atteignent les objectifs ou restent dans la limite de tolérance de 5%.

Les comptes et les commentaires présentés ici sont basés sur des données consolidées: filiales incluses, conformément au compte d'exploitation et aux indicateurs financiers annexés au Contrat de Prestations 2015-2018.

Les contributions et les charges monétaires relatives au droit du sillon et d'utilisation des infrastructures sont présentées dans le compte d'exploitation suite à leur monétarisation conformément à l'avenant au Contrat de Prestations (L 11693 du 17/12/2015).

Comparatif par rapport au budget 2017 et à l'exercice 2016

Le total des produits d'exploitation s'élève à 425.4 MCHF à fin décembre 2017, soit +2.4% ou +10.1 MCHF par rapport au budget et +4.9% ou +19.9 MCHF par rapport à 2016.

Les « revenus du transport » n'atteignent pas la cible (-0.7% ; -1.0 MCHF) mais progressent par rapport à 2016 (+0.5% ou +0.8 MCHF).

Cette rubrique comporte trois éléments :

- Les « produits du transport Unireso » sont inférieurs au budget (-1.7% ; -2.3 MCHF), principalement sur les ventes d'abonnements mensuels (-7.0% ; -2.1 MCHF) alors que les ventes d'abonnements annuels sont supérieures aux attentes (+1.7% ; +0.7 MCHF). Pour information, la clé de répartition Unireso était de 92.36% dans le budget contre 92.88% en réel ce qui génère un impact positif de +0.7 MCHF. Par rapport à la même période l'an dernier, la tendance est à la baisse (-0.7% ; -0.9 MCHF). La bonne progression des ventes de billets (+3.3% ; +1.5 MCHF) et d'abonnements annuels (+3.2% ; +1.4 MCHF) est compensée par le net recul des ventes d'abonnements mensuels dont le prix de vente est resté inchangé dans la nouvelle grille tarifaire : -7.2% ; -2.2 MCHF. A noter enfin une perte de 1.1 MCHF sur les ventes de titres occasionnels à demi-tarif pour les bénéficiaires AVS et AL.
- Les « revenus du transport TPG » dépassent largement les attentes (+21.3% ; +2.3 MCHF) notamment en raison de la bonne tenue des ventes de transports réservés et des titres régionaux. Les revenus TPG dépassent aussi sensiblement le niveau de 2016 (+18.5% ; +2.0 MCHF) grâce aux transports réservés avec notamment les bus de substitution CFF (+1.9 MCHF) et les navettes du personnel de l'aéroport (+0.1 MCHF).
- Les « revenus de transport autres », principalement les revenus du contrôle des titres de transport, sont inférieurs au budget (-15.1% ; -1.0 MCHF) et en baisse par rapport à 2016 (-6.6% ; -0.4 MCHF). Le budget n'est pas atteint principalement à cause de difficultés techniques avec le nouvel outil de contrôle et les nouveaux titres de transport Swisspass, de problèmes de facturation, d'un manque d'effectifs disponibles et d'une diminution du taux de fraude. Ces difficultés ont été résolues progressivement en cours d'année. Le taux de fraude reste très bas : 2.2% vs 2.4% en 2016.

Les « contributions de l'Etat de Genève » sont supérieures au budget (+4.1% ; +9.3 MCHF). En effet, le budget 2017 des TPG ne comporte pas les subventions supplémentaires accordées dans la loi 11919 du 23/09/2016 (+4.0 MCHF) ni la subvention de 1.0 MCHF accordée par le Grand Conseil dans le cadre du débat budgétaire. L'indemnité tarifaire supplémentaire (+4.4 MCHF) octroyée en raison de la non-augmentation tarifaire (augmentation refusée lors de la votation de mai 2017) ne figure pas non plus dans le budget. En revanche, celui-ci comporte la réduction de subventions de -1.7 MCHF annoncée le 02/09/2016 dans le cadre des mesures d'économies demandées aux TPG par le DETA. Globalement, les TPG ont donc bénéficié en 2017 de +9.3 MCHF de subventions supplémentaires par rapport au budget validé par le CA. Par rapport au Contrat de Prestations, l'écart est de +7.2 MCHF.

A noter que les indemnités tarifaires étaient budgétées avec une clé de répartition UNIRESO de 92.36% alors que cette clé est de 92.88% en réel. Cette variation engendre un impact positif (0.2 MCHF).

Par rapport à 2016, les contributions cantonales sont en hausse sensible : +5.7% ; +12.7 MCHF. Une partie de la progression était prévue dans le PFP, l'autre provient des subventions supplémentaires accordées fin 2016 et des indemnités tarifaires complémentaires suite à la votation de mai 2017.

Les « contributions de la Confédération » pour le trafic régional de voyageurs sont identiques au budget (0.0% ; 0.0 MCHF). Le montant est conforme à la convention TRV 2016-2017 signée par l'OFT le 22 avril 2016. La rétrocession des droits sur carburants est provisionnée sur la base du réel 2017.

Les « contributions des communes et des tiers » sont supérieures au budget (+19.8% ; +1.9 MCHF) et en nette hausse par rapport à 2016 (+40.7% ; +3.4 MCHF). Ces écarts concernent surtout le GLCT et sont liés principalement à l'appel d'offre pour les lignes frontalières. Pour mémoire, le budget était construit sur une hypothèse d'attribution aux TPG uniquement des lots 1 et 2 (secteur Ain et ligne D). En réalité, le contrat 2010-2016 a été prolongé par avenant pour l'ensemble des lignes (y compris le lot 3, lignes N et M) jusqu'à l'étape du 24/04/2017 et pour le lot 1 jusqu'à l'étape de décembre 2017. Cette prolongation s'est faite moyennant une augmentation de la subvention destinée à atteindre un équilibre financier sur ces lignes. L'offre de la ligne D a également été renforcée suite à l'arrêt de la ligne 4. En dehors du GLCT, l'augmentation par rapport à fin décembre 2017 s'explique par la participation de communes pour la ligne B (0.5 MCHF, communes de Collonge-Bellerive, Hermance, Jussy, Anières, Meinier, Corsier). A signaler que la ville de Genève subventionne la ligne 35 (0.2 MCHF), suite à l'arrêt de la ligne 32 à l'étape de décembre 2016.

Les « produits d'exploitation divers » sont proches du budget (-1.2% ; -0.2 MCHF). Le manque à gagner sur les « produits de publicité » par rapport au budget (-21.8% ; -2.9 MCHF) est compensé par les « autres produits d'exploitation » (+56.4% ; +2.0 MCHF). Les revenus de publicité générés par l'ouverture d'un bureau de TP Pub à Lausanne sont inférieurs aux attentes mais il faut noter que les recettes de publicité sont en croissance (+16.5% ; +1.5 MCHF vs 2016). Les « autres produits d'exploitation » sont particulièrement élevés en raison d'indemnités pour dommages sur véhicules et bâtiment et de facturations de détournements de lignes (notamment pour halte CEVA Bâchet). La « production immobilisée » représente la main d'œuvre interne activée dans les projets d'investissements, principalement pour le nouveau dépôt En-Chardon.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 415.8 MCHF, soit + 1.8% ou +7.4 MCHF par rapport à la prévision budgétaire et +3.8% ou +15.1 MCHF par rapport à l'an dernier.

Les « frais de personnel » sont au-dessus du budget (+2.7% ; +6.4 MCHF) sous l'effet de plusieurs facteurs : les effectifs sont supérieurs aux attentes (1906 ETP moyens, soit +34 ETP vs budget dont +33 ETP à la conduite), les frais de personnels intérimaires sont plus élevés (+1.1 MCHF, introduction du Swisspass) tout comme les heures supplémentaires (+0.6 MCHF) et la hausse de la provision pour avantages à long terme génère une charge de 1.4 MCHF. En revanche, des économies sont réalisées dans les frais de formation (-0.2 MCHF). Par rapport à 2016, la hausse des frais de personnel (+4.8% ; +11.1 MCHF) provient de l'augmentation des effectifs (+69 ETP dont +50 ETP à la conduite), de la variation de la provision pour avantages à long terme (+2.9 MCHF), des frais de personnels intérimaires (+0.3 MCHF) ainsi que par l'application des mécanismes salariaux dont l'impact a été d'environ +1.6%. Les heures supplémentaires sont en baisse (-0.5 MCHF).

Les « frais de véhicules » sont au-dessous du budget (-4.0% ; -1.3 MCHF) et de l'an dernier (-1.7% ; -0.6 MCHF). Des économies par rapport au budget sont réalisées majoritairement dans les frais de maintenance tramways (-0.7 MCHF) ainsi que dans les achats de carburant grâce à un prix du litre du gasoil inférieur (prix réel moyen de 1.27 CHF vs 1.35 CHF dans le budget ; -0.7 MCHF). Par rapport à 2016, on constate également des économies sur le carburant (prix du litre de gasoil moyen 2016 de 1.36 CHF et consommation moyenne légèrement moindre, soit -0.8 MCHF).

Les « frais de bâtiments et installations fixes » sont un peu supérieurs au budget (+0.8% ; +0.2 MCHF) et à l'an dernier (+0.7% ; +0.1 MCHF) notamment en raison du changement de taux de TVA non récupérable sur le droit du sillon : impact de +0.1 MCHF. Les « frais d'installations fixes » dépassent le budget (+8.0% ; +0.1 MCHF) avec l'achat de tirelignes pour DATT et divers travaux aux arrêts.

Les frais de « sous-traitance de transport » sont supérieurs aux attentes (+7.6% ; +3.3 MCHF) en particulier au niveau des lignes GLCT (+22.8% ; +2.6 MCHF). Deux raisons majeures expliquent cet écart : les lignes N et M ont été attribuées aux TPG suite à l'appel d'offre du GLCT (+1.2 MCHF ; ce lot n'était pas retenu dans l'hypothèse budgétaire) et l'offre de la ligne D a été renforcée à l'étape d'avril (+1.5 MCHF). Hors lignes transfrontalières, la différence par rapport au budget provient des bus de substitution CFF (+0.6 MCHF). Par rapport à l'an dernier, la tendance est à l'augmentation des frais de sous-traitance (+4.6% ; +2.0 MCHF) notamment des lignes GLCT avec la croissance de l'offre sur la ligne D depuis avril 2017 et l'arrêt de la ligne 4 (+1.7 MCHF). Hors GLCT, une légère hausse (+0.1 MCHF) résulte de plusieurs modifications qui se compensent : prolongement de la ligne B, bus de substitution CFF, raccourcissement de la ligne S à Croisée de Confignon, baisse de fréquence sur les lignes 28 et 57, arrêt de la ligne 32 et changement d'offre sur la ligne 35.

Le taux de sous-traitance moyen annuel s'établit à 8.8%, soit 1.2 point au-dessous du seuil légal de 10%. Le taux hors lignes provisoires et transfrontalières est de 3.0% pour un seuil légal de 4%.

Les « charges d'exploitation diverses » sont supérieures aux attentes : +8.0% ; +2.1 MCHF. L'écart le plus important se trouve dans la ligne « cotisations impôts et taxes » (+2.3 MCHF) et reflète la part de TVA non récupérable liée à des achats de biens et de services moins élevés que prévu, en particulier sur les gros projets d'investissements (En-Chardon). La rubrique « marketing » est également en dépassement (+0.5 MCHF) suite au développement de TP Pub dans le canton de Vaud. En revanche, des économies apparaissent en « surveillance et sécurité » (-0.5 MCHF) : appel d'offre pour relève des DATT retardé par un recours et finalement mis en place en octobre.

Par rapport à l'an dernier, le total de la rubrique est en nette hausse : +10.1% ; +2.6 MCHF. Les augmentations les plus significatives se trouvent sur les lignes « commissions et frais de vente » (+2.0 MCHF) et « entretien maintenance et locations » (+0.8 MCHF). La croissance des commissions est due aux espaces publicitaires dans le canton de Vaud pour TP Pub. L'augmentation des dépenses de maintenance est due aux frais informatiques (+0.7 MCHF) ; réseau, serveurs, SAP, information voyageurs, internet, e-shop, sécurité, Wifi embarqué, etc.).

Les « dotations aux amortissements » sont inférieures au budget (-4.5% ; -2.1 MCHF) en raison essentiellement de la révision fin 2016 des durées de vie des tramways Duwag de 2023 à 2030 (impact de -2.8 MCHF). A signaler également une provision non budgétée pour dévaluation des stocks de Cart@bonus périmées (+0.6 MCHF). L'allongement fin 2017 de la durée d'utilisation de certaines séries d'autobus et de trolleybus (S501 et S35 ; +2 ans) génère une économie par rapport à l'exercice précédent (-0.9 MCHF). Une autre économie provient du déclassement d'actifs à fin 2016 (-0.6 MCHF). Ces deux éléments sont compensés par la mise en service du deuxième lot de tramways Stadler (+1.2 MCHF), par les nouveaux DATT (+0.2 MCHF), par la provision pour stocks Cart@bonus (0.6 MCHF) ainsi que par divers projets de bâtiments (+0.4 MCHF). Au global, la rubrique est en hausse : +2.2% ; +0.9 MCHF.

Les « pertes sur constats et débiteurs » sont inférieures aux attentes (-38.9% ; -1.2 MCHF) : les pertes sur constats sont moins élevées, les revenus du contrôle n'étant pas au niveau attendu. De plus, des créances provisionnées pour un montant de 0.4 MCHF ont été recouvrées auprès du GLCT concernant les subventions du troisième trimestre 2016. Par rapport à fin décembre 2016, on retrouve ces éléments : des pertes sur constats moins élevées en lien avec les revenus du contrôle et la comptabilisation de provisions pour créances douteuses en 2016 envers le GLCT, reprises en 2017.

Le résultat financier est meilleur que le budget et que l'an dernier : perte de -10.5 MCHF contre -14.1 MCHF dans le budget et -12.7 MCHF en 2016. Les produits financiers sont élevés (+169.9% ; +1.7 MCHF vs budget) grâce au nettoyage du solde de Cart@bonus en circulation non utilisées après 3 ans (0.6 MCHF), à des gains de change (0.5 MCHF) et à des gains sur stocks de consignation (0.4 MCHF).

Au niveau des charges, les intérêts sur emprunts ont bénéficié de taux variables toujours particulièrement bas et un emprunt bancaire de 50 MCHF a été remboursé en septembre 2016 sans avoir eu recours avant le mois de juin 2017 à un refinancement (utilisation de l'emprunt obligataire de 2015).

Le « ratio de contributions cantonales » est légèrement défavorable par rapport à la cible du Contrat de Prestations : 53.7% vs 53.4% ICP, les subventions cantonales étant supérieures au plan initial.

Le ratio « coûts / offre » est supérieur à la cible ICP : 0.130 CHF vs 0.121 CHF. L'objectif n'est donc que partiellement atteint.

Le « taux de couverture globale » est meilleur que l'objectif : 49.4% vs cible à 48.4%.

CONCLUSION :

Le résultat annuel 2017 est proche de l'équilibre et meilleur qu'au budget notamment grâce à des subventions cantonales plus élevées qu'initialement prévu afin d'augmenter l'offre et à une relative maîtrise des charges. Les recettes n'atteignent pas la cible mais restent dans une tendance légèrement positive par rapport à l'an dernier. Au niveau des charges, plusieurs effets se compensent en partie : l'effectif, les frais de sous-traitance et les charges de TVA non récupérable sont supérieurs au budget mais des économies sont réalisées dans les frais de véhicules, les amortissements, les pertes sur constats et le résultat financier. Par rapport à l'exercice 2016, les produits progressent plus vite que les charges (respectivement de +4.9% et +3.8%) améliorant ainsi le résultat net. La hausse des produits concerne majoritairement les contributions cantonales, les contributions du GLCT et les revenus de publicité. Une partie de la hausse des subventions cantonales était programmée dans le contrat de prestation, une autre partie a été accordée en fin d'année 2016 par le Grand Conseil et les indemnités tarifaires complémentaires ont été octroyées en 2017 après la votation du mois de mai. Les contributions du GLCT sont liées au nouvel appel d'offre et à la volonté de parvenir dès 2017 à un résultat équilibré des lignes transfrontalières. La progression des charges est majoritairement imputable aux frais de personnel (augmentation des effectifs, mécanismes salariaux et variation de la provision pour avantages à long terme), à la sous-traitance des lignes transfrontalières et aux frais de ventes liés au développement de TP Pub dans le canton de Vaud. Un indicateur financier du Contrat de Prestation, le ratio coûts/offre, n'atteint que partiellement la cible. En termes de réserves, en tenant compte du budget 2018, le solde des réserves devant être dissoutes dans le CP 2015-2018 sera de 5.7 MCHF à fin 2018.

	Réel	Réel	Réel	Budget
	2015	2016	2017	2018
Prévisionnel actualisé, en kCHF				
Résultat de l'Exercice	-10'995	-7'617	-529	-909
Evolution des réserves (25'762'865 2007-2014)	14'768	7'151	6'622	5'713